



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-11-16/2023-11-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 16 novembre.

Elections-RDC : le parquet de Butembo met en garde les politiciens contre l'intoxication de la population. Le procureur de la République près le TGI de Butembo a averti que tout réfractaire à cette mesure en répondrait devant les instances judiciaires : « Nous avons remarqué l'intolérance politique dans plusieurs chefs de nos politiciens. Cette population a tant souffert, elle doit être protégée. Cette population ne doit pas être leur bouclier, elle ne doit pas être intoxiquée. La population en a marre des messages d'intox. J'invite les acteurs politiques à être à la hauteur, ils doivent se ressaisir pendant cette période électorale. Ils ne doivent pas commettre des bavures, car la justice est là pour protéger tout le monde. Celui qui va dérapier, cette même justice s'en chargera ». **Kinshasa: les panneaux des candidats aux élections toujours visibles, malgré leur interdiction.** Rien n'a été enlevé, au contraire les pancartes se renforcent. A la Place Kintambo Magasins, quatorze panneaux et affiches des candidats députés continuent de braver cette mesure. Ils foisonnent aussi sur l'avenue du Tourisme, pour entamer Mont Ngaliema, un passage que le chef de l'Etat emprunte souvent. Les reporters de Radio Okapi ont pu compter dix-huit affiches à cet endroit. L'image de Félix Tshisekedi, candidat à sa propre succession, est présente sur tous ces supports aux côtés des candidats députés nationaux ou provinciaux. Près de trente panneaux et affiches se retrouvent le long du boulevard du 30 juin à Gombe, etc. Concernant la décision du ministre de l'Intérieur, le commissaire provincial de la police à Kinshasa, affirme que c'est la loi ; chacun à son niveau doit veiller à son exécution. « Vu le temps imparti et le nombre d'affiches, la tâche est assez compliquée. Certains leaders cherchent même à nous intimider pour avoir touché à leur support de campagne », confie un des commandants de la police. **Elections à Djugu : des candidats d'un parti politique dépouillés par des miliciens de la Codeco à Lida.** Des candidats du parti politique Alliance des Congolais Acquis au Changement (ACAC) sont tombés dans l'embuscade de la Codeco, pendant qu'ils se rendaient à Bule, leur base électorale. La secrétaire exécutive provinciale de l'ACAC en Ituri, a demandé au gouvernement de contraindre les groupes armés à déposer les armes pour le bon déroulement du processus électoral dans cette province. Selon certains candidats au scrutin, la présence des groupes armés empêche leur libre circulation dans les territoires de Djugu et Irumu (Ituri). **La Ceni se dote du glossaire de la langue des signes, se réjouit la ministre Esambo.** « Au même moment que nous étions en train de travailler sur le dictionnaire de la langue de signes, la Ceni, elle, travaillait sur ce glossaire qui permet d'identifier tous les concepts par rapport aux élections et comment les expliquer aux personnes qui ne communiquent pas de la même manière que nous ». Selon la ministre, ce glossaire vise à faciliter, aux personnes vivant avec handicap, l'accès aux concepts électoraux. Elle a également salué la volonté de la CENI de travailler avec des aveugles pour traduire la loi électorale à l'écriture braille. **Matadi : la Ceni sensibilise sur les avantages et la fiabilité de Dispositif électronique de vote (DEV).** «L'objectif est de sensibiliser les parties prenantes au processus et les informer à quelle étape est-ce que nous

sommes et surtout les appeler à aller sensibiliser leurs bases pour qu'au jour J on puisse avoir une forte participation». Cette rencontre a été sanctionnée par l'exercice de simulation du nouveau Dispositif électronique de vote (DEV). Cette rencontre a réuni près de 200 personnes: des politiques, des représentants des regroupements et partis politiques, des observateurs nationaux et internationaux, des journalistes et acteurs de la société civile.

Tueries de Malemba-Nkulu: Mgr Fulgence Muteba « horrifié par la montée de la violence ». Pour l'archevêque métropolitain de Lubumbashi, le vivre ensemble et la paix doivent caractériser tout le monde. Il est inadmissible que la vie humaine soit banalisée de la sorte. Il appelle tout le monde à revenir à la raison pour que la paix règne. Tout serait parti de la découverte du corps sans vie d'un jeune motocycliste de cette cité. Il aurait été tué par deux personnes d'origine kasaienne et qui ont emporté sa moto. Pris de colère, certains jeunes de Malemba-Centre ont mené une descente punitive dans les résidences des ressortissants kasaiens. Cette vindicte populaire a abouti au meurtre de trois personnes, brûlées vives. Des maisons ont aussi été incendiées et des biens emportés. **Malemba Nkulu : après des tensions, des ONGS mobilisent pour la paix et la cohabitation pacifique.** A ce sujet, les ONG Humanisme et droits de l'homme et Action contre l'impunité des droits de l'homme sont allées, mercredi, à la rencontre du commandant de la 2e zone de défense. « Nous sommes surpris de voir que les Fardc avaient pris des précautions. Dès le premier jour quand les images ont commencé à circuler, ils ont instruit les militaires qui étaient sur place de renforcer la police qui était débordée. Ils ont calmé la situation et il y a même d'autres unités qui sont arrivées sur place », a affirmé, le président de HDH. De son côté, la Fondation katangaise qui regroupe toutes les associations socio-culture de l'espace Grand Katanga, appelle les uns et les autres à revenir à la raison. Elle préconise aussi le dialogue et le respect mutuel pour le vivre ensemble. **Kananga : le Collectif de femmes dénonce des actes de violence commis à Malemba Nkulu.** Dans une déclaration faite devant la presse, ces femmes se disent consternées et condamnent ce qu'elles considèrent comme « une barbarie » et ont qualifié d'inadmissible « ce genre de comportement dans un pays démocratique où toute personne a le droit de vivre où elle veut. Les membres de cette organisation ont également demandé à la justice de se saisir du dossier, afin que les auteurs répondent de leurs actes.

Nord-Kivu : accalmie relative à Masisi, Nyaragongo et Rutshuru. Le calme est également relatif dans la région de Bambo, Kishishe, Kibirizi, Nyanzale après une grande psychose observée lundi et mardi à la suite l'occupation de Kishishe par les rebelles. Toutefois, la population locale n'est toujours pas rassurée. La majorité d'entre elle continue à se déplacer en fonction des opportunités pour se mettre à l'abri, renseignent les notables de la région.

Kwilu : la population de Gungu manifeste contre le délabrement de la route, reliant Batshamba-622 et Kakobola, en passant par la cité de Gungu. La société Afritec qui avait été chargée d'exécuter les travaux de réhabilitation de cette route pour une durée de six mois, à partir juillet dernier, n'a réalisé que 2 km sur les 70 km ». Cet axe routier est l'unique porte d'entrée et de sortie de Gungu. Elle permet d'alimenter cette cité en produits agricoles et manufacturés. Cependant, elle est totalement impraticable pour l'instant. La population a appelé les autorités attitrées à prendre des dispositions pour réhabiliter ce tronçon dans l'immédiat.

Ituri : paralysie des activités économiques à Mambasa, à la suite d'un appel lancé par la société civile locale. Ce mouvement de grève est observé dans presque toutes les grandes agglomérations comme Biakato, Mambasa-Centre, Niania et Bandegaido. Ce débrayage vise à dénoncer l'indifférence du Gouvernement face à la souffrance de la population. Celle-ci subit les atrocités des ADF ainsi que les bavures et tracasseries de la part des militaires qui ont érigé plus de quarante barrières sur les différents tronçons routiers de la région. La société civile pose des préalables pour la reprise des activités : -démantèlement des groupes armés, -réhabilitation des routes et pont Ituri sur la RN44, -relèvement des militaires de la 31^{ème} brigade et du comité territorial de la sécurité.

Vendredi 17 novembre.

Elections 2023 : les Etats-Unis appellent le Gouvernement à assurer l'égalité des chances pour tous les candidats. « Il est également crucial que le gouvernement congolais assure l'égalité des chances pour tous les candidats, notamment en ce qui concerne le lancement de la campagne électorale le 19 novembre », a déclaré Washington. D'après la même source, cela comprend la protection des libertés d'expression, de mouvement, de rassemblement et de presse, lesquelles sont les piliers essentiels d'un processus électoral ouvert. Pour les Etats-Unis, la responsabilité du Gouvernement s'étend aussi à la préservation de la sécurité des candidats pendant la campagne et de celle des électeurs aux bureaux de vote, le jour du scrutin. Dans leur déclaration, Washington a également invité la Ceni à s'assurer que les versions imprimées et en ligne des listes définitives des électeurs soient accessibles afin que tous les électeurs sachent où aller voter le jour des élections. Que les problèmes relatifs à la qualité des cartes d'électeurs soient résolus de sorte qu'aucun électeur inscrit ne soit privé de ses

droits. **Le candidat président Seth Kikuni signe le contrat social du réseau « Po na Congo ».** Il s'agit d'un document qui contient les valeurs, les idées et les besoins réels de la population, selon cette structure citoyenne, recueillis sur toute l'étendue du pays à travers des consultations populaires. « Je suis fier de signer ce contrat social. La politique par essence est un contrat social. Un contrat social qui permet à la population détentrice du pouvoir de renoncer à une partie de sa liberté et la confier à un groupe d'individus qui va présider à sa destinée. Parfois nous avons l'impression que ce pays appartient à certaines personnes alors qu'en réalité, le pouvoir vient du peuple ».

Ce contrat social est déjà signé par certaines formations politiques et d'autres candidats à la présidentielle, notamment Martin Fayulu, Constant Mutamba, Floribert Anzuluni et Denis Mukwege. **Campagne électorale : la Ceni confirme le démarrage dimanche 19 novembre et appelle les candidats au respect des règles en la matière.** La Ceni rappelle que seuls les partis et regroupements politiques et les candidats indépendants ou leurs délégués sont habilités à organiser des réunions électorales. La centrale électorale indique que les réunions électorales se tiennent librement sur l'ensemble du territoire national. Elle appelle les organisateurs des manifestations et rassemblements électoraux à veiller à leur bon déroulement, notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre public et le respect de la loi. Les candidats s'expriment librement au cours de leur campagne électorale. Cependant, la Ceni interdit de tenir des propos injurieux ou diffamatoires ; mais également des propos susceptibles d'inciter au mépris envers les tiers, à la haine, au racisme, au tribalisme ou à tout autre fait répréhensible par les lois de la République. **Processus électoral : la mission d'observation CENCO-ECC salue la correction des erreurs sur le fichier électoral.** Le représentant la Mission d'observation électorale conjointe la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC), a fait cette déclaration après la rencontre entre cette mission d'observation électorale et les responsables de la Commission électorale nationale Indépendante (CENI). Selon Monseigneur Donatien Nshole, cet échange avec Denis Kadima rentre dans le cadre de l'accompagnement de cette structure à la Ceni pour un bon atterrissage aux élections. D'après lui, la Ceni et la mission d'observation électorale CENCO-ECC ont convenu de renforcer leur collaboration. **Campagne électorale : un candidat à la députation provinciale témoigne des difficultés de transport pour les candidats.** La campagne électorale va débuter dimanche 19 novembre mais elle sera non sans difficultés pour de nombreux candidats, a estimé l'un d'eux. Parmi ces difficultés, il cite celle liée au manque de moyens de transport pour se rendre notamment en provinces. La RDC, pays aux dimensions continentales, n'est desservie pour le moment que par une seule compagnie d'aviation privée qui est la Compagnie africaine d'aviation (CAA). **Présidentielle-RDC : les délégués de l'opposition créent la coalition "Congo ya Makasi" à Pretoria.** Au cours de ces travaux, les quatre délégations ont élaboré et adopté des documents portant sur la déclaration d'engagement des leaders le programme commun de la coalition, ainsi que les critères de désignation du candidat commun pour la présidence de la République. La signature de ces documents a été effectuée notamment par Olivier Kamitatu pour le compte du candidat Moïse Katumbi, Jean-Pierre Muongo pour Denis Mukwege, et Franklin Tshiamala pour le candidat Matata Ponyo. Parallèlement, les délégués de Martin Fayulu ont exprimé leur insistance quant à la nécessité d'assurer la transparence du processus électoral et n'ont pas adhéré à cette nouvelle coalition.

Nord-Kivu : 100 naissances enregistrées par mois dans le camp des déplacés de Bulengo. Ce camp compte 22 000 ménages, soit plus de 100 000 personnes, venues pour la plupart du territoire de Masisi. Au moins trois femmes donnent naissance chaque jour dans cette clinique. Celle-ci offre une lueur d'espoir pour les femmes déplacées.

Bukavu : l'ONG PREMA sensibilise sur la prise en charge des enfants prématurés. Cette séance, destinée aux mères des enfants prématurés, visait à échanger sur la situation que traversent certaines familles ayant des enfants nés prématurés et leur redonner, tant soit peu, la joie et l'espoir. Selon l'ONG S.O.S PREMA RDC, une structure qui aide et accompagne les enfants nés prématurément et leurs parents, œuvre déjà depuis quatre ans au service des enfants nés prématurés et leurs familles en leur donnant l'accompagnement psychosocial, en payant aussi les factures et les produits de première nécessité. « Nous voulons aider les enfants nés prématurés et leurs parents, car, normalement quand une famille accueille un enfant né prématuré, ce n'est pas vraiment facile. Beaucoup de familles ont du mal à accepter d'avoir un enfant né prématuré.

Beni : le bilan de l'attaque des ADF à Kitshanga passe de 29 à 42 morts. Les corps d'autres victimes ont été identifiés. Ce nouveau bilan n'est cependant pas confirmé par des sources sécuritaires. Pendant ce temps, les activités sont restées paralysées, jeudi, pour le deuxième jour consécutif dans la chefferie de Watalinga et dans la zone. La société civile locale avait, appelé à 3 journées de deuil en mémoire des victimes de cette nouvelle attaque.

Hausse du prix du riz dans la région de Beni-Butembo. Le kilo du riz produit localement, qui se vendait à 2.500 FC, coûte actuellement 3.000 FC. Le kilo du riz importé, qui coûtait 2200 FC, est vendu également à 3.000 FC. Selon plusieurs vendeurs, la rareté du riz sur le marché est à la base de cette situation. La rareté du riz produit localement est justifiée par l'insécurité dans des zones culturelles. Elle empêche la production et le

ravitaillement de ce produit. Actuellement, la grande quantité du riz disponible sur le marché est importée à partir de l'Ouganda.

Le budget de la 2e phase du plan PDL 145T passe de 260 millions USD à 1,250 milliards USD. « Quand le programme a été élaboré, on a pris des éléments pour ces routes-là, sur base d'anciens programmes qui ont financé les routes qui avaient établi un certain nombre de données. Sur ce, les routes qui ont été choisies sont des routes de desserte agricole et nous avons eu à décaisser au niveau du gouvernement 12 millions USD pour l'étude de faisabilité des routes ». Le budget pour les routes était évalué pour 260 millions USD, selon lui, à la suite des études de faisabilité, ce budget est passé à 1 250 milliard USD ». Ce réajustement du budget se justifie, au regard de l'augmentation du nombre de routes de desserte agricole. Ces routes, après évaluation, étaient longues de 20 000 km. Après l'étude de faisabilité, on devrait réhabiliter 40 000 km de routes avec un certain nombre d'ouvrages.

Samedi 18 novembre.

Butembo : 30 cas de tuberculose diagnostiqués dans la prison Kakwangura. La vie dans la promiscuité fait craindre, pour les responsables pénitentiaires, la propagation de cette maladie contagieuse. L'isolement des malades est pratiquement impossible à la suite de la surpopulation carcérale. En outre, leur prise en charge à l'intérieur de la prison est encore très insuffisante, faute de médicaments et de nourriture en quantité et en qualité. Depuis trois mois, la société civile et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme appellent les autorités de prendre à bras le corps la situation des détenus de la prison de Butembo.

Un premier lot de bus Mercedes-Benz Transcco montés à Kinshasa remis à Sama Lukonde. Le Premier ministre a réceptionné symboliquement les clés de ces bus de la part du directeur général de Suprême Automobile, avant de les remettre au ministre des Transports. Ce dernier les a confiées, à son tour, au directeur général de Transco. Suprême Automobile est partenaire de la RDC. En juin dernier, le Président Félix Tshisekedi avait procédé à l'inauguration de son usine de Limete, dotée de toute la chaîne de montage pour produire des bus Mercedes-Benz devant servir dans le transport en commun en RDC. Dans sa première phase, cette usine devrait produire 25 bus par mois et elle devrait employer environ 500 travailleurs, dont des mécaniciens congolais formés par la maison mère, Mercedes-Benz.

Masisi et Rutshuru : le député Bahunga recommande l'organisation de l'enrôlement dans les entités sous contrôle de l'armée. « A mon avis, il serait intéressant pour la RDC de pouvoir organiser progressivement l'enrôlement dans les entités qui sont encore sous contrôle de nos forces républicaines et éventuellement procéder à une élection partielle dans ces entités-là, au lieu de les laisser en marge de tout le processus électoral. Ce qui constituerait un coup dur sur la RDC, tenant compte des menaces qui pèsent sur notre pays et qui viennent du Rwanda ». Selon lui, les territoires de Masisi et Rutshuru ne doivent pas être écartés des élections législatives et présidentielles de décembre 2023, tel qu'annoncé par le Président de la République dans une interview aux médias français France 24 et RFI le vendredi 17 novembre. Pour lui, priver ces deux territoires de ce droit, pourrait « profiter aux ennemis du pays pour manipuler la population » dans le sens que leurs territoires sont mis en marge. Pour des raisons sécuritaires, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a reporté pour une date ultérieure l'opération d'enrôlement et d'identification des électeurs à Kwamouth dans la province du Mai-Ndombe, dans les territoires de Masisi et Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. **Campagne électorale au Sud-Kivu : l'archevêque de Bukavu plaide pour la préservation de la patrie et l'unité sociale.** Il plaide pour une campagne électorale apaisée et non violente. Ce message de l'archevêque de Bukavu a été transmis au cours de la messe dite le 17 novembre à la cathédrale Notre dame de la paix de Bukavu, en faveur de tous les candidats du Sud-Kivu aux élections de décembre prochain. Des dizaines des candidats députés et conseillers municipaux ont envahi la cathédrale Notre Dame de la paix de Bukavu. L'archevêque de Bukavu a insisté, dans son homélie, pour que la campagne électorale se déroule sans des messages de haine et d'intolérance. Les candidats doivent « placer dans leur cœur l'intérêt supérieur du peuple congolais, la préservation de la patrie et l'unité sociale ». Mgr François Xavier Maroy a aussi exprimé sa préoccupation pour les déplacés de guerre dans l'Est de la RDC. L'archevêque de Bukavu a rappelé que l'exercice du pouvoir politique doit être guidé par des valeurs morales et un véritable souci pour le bien-être du peuple. **Kinshasa : la Ceni, la Monusco et la société civile sensibilisent à la paix pendant la campagne électorale.** Du lundi 20 au dimanche 27 novembre, les équipes des Affaires civiles de la Monusco, la Ceni et des ONG de la société civile vont sillonner 8 communes de la ville de Kinshasa avec mission d'améliorer la connaissance de jeunes sur le processus électoral et diminuer les risques de violence pendant la période des élections. **Kinshasa : plus de 40 formateurs formés sur l'éducation électorale.** A l'initiative de CEPAS en partenariat avec Inades et Ebuteli, cette activité rentre dans le cadre du projet Actions des citoyens pour la transparence des élections (ACTE 2023), financé par l'Union européenne. Cette formation a également voulu amener ces sensibilisateurs à préparer les

électeurs à mieux comprendre les principaux enjeux du processus électoral en cours. Ce projet vise contribuer au renforcement de la culture démocratique en RDC par la participation de la population à un processus électoral transparent, inclusif et apaisé. A travers cette formation, indique Jean-Baptiste Ndundu, CEPAS se propose de rappeler que le fondement des élections en RDC est consacré dans l'article 5 de la constitution, stipulant que la question de souveraineté nationale, d'exercice du pouvoir par le peuple, de la représentation du peuple. Le souci de ces formateurs est que le peuple soit au centre du processus électoral. **Elections au Maniema : Caritas promet d'accompagner les journalistes en cas d'une poursuite.** « Face à la vérité qu'ils diront, s'ils sont poursuivis, la Caritas développement/Kindu va les accompagner. Et si la Caritas n'est pas à mesure, nous avons la foi que la commission épiscopale justice et Paix est là, la conférence épiscopale nationale du Congo est là, elle va nous aider », a souligné le coordonnateur du bureau des urgences, solidarité et partage à la Caritas développement à Kindu. Il a indiqué que son organisation souhaite que ce cycle électoral se clôture dans un climat de paix qui va conduire le pays à un développement durable. Et il a par ailleurs noté que dans un processus électoral, les journalistes ont un rôle très important à jouer celui d'informer, de former mais également aussi d'éduquer la population.

La RDC signe l'accord de déploiement des militaires de la SADC dans l'est. « Le gouvernement congolais s'engage ainsi à mettre à la disposition de cette force, les facilités diplomatiques liées à ce type d'intervention. Cela matérialise aussi l'engagement de la SADC à déployer sa force. Cet accord définit l'objet de la mission de force régionale. Celle-ci va être déployée pour appuyer l'armée congolaise à combattre et éradiquer le M23 et d'autres groupes armés qui continuent de perturber la paix et la sécurité en RDC », a déclaré le ministre des Affaires étrangères. Les Chefs d'Etat de la SADC étaient réunis le 4 novembre à Luanda (Angola) dans un sommet extraordinaire pour évoquer la situation à l'est de la RDC, depuis la résurgence de la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda. Lors de cette rencontre, il était notamment question de l'envoi d'une force régionale de la SADC pour remplacer celle de l'EAC.

Lubumbashi : une centaine de jeunes sensibilisés à la cohabitation pacifique. L'Association « Pour les femmes et les enfants » sensibilise, du 16 au 19 novembre, une centaine de jeunes de Lubumbashi (Haut-Katanga) sur la cohabitation pacifique. Ce forum de quatre jours planche également sur le bien-fondé du vivre ensemble et la lutte contre l'intolérance dans ce coin du pays. Le coordonnateur de l'Association « Pour les femmes et les enfants », explique avoir organisé cette formation pour éviter des tensions entre les jeunes, avant, pendant et après les élections et a également souligné que les élections vont passer mais la vie en communauté va continuer.

Beni : le PAM appelle la population à ne pas s'en prendre aux assistances humanitaires. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fait cette recommandation un mois après que des jeunes en colère ont incendié des centaines de tonnes de vivres et non vivres destinés aux déplacés. Le chargé de communication de PAM au Nord-Kivu, a expliqué que ce qui est arrivé vraisemblablement était dû à la mauvaise information et aux manipulations. Il a rappelé que ce n'est pas pour la première fois que la population de ce coin du pays incendie des vivres et non-vivres qui étaient destinés aux démunis. Il a souhaité que l'Etat congolais puisse diligenter des enquêtes pour établir les responsabilités en cas de ce genre d'incendie d'aide humanitaire : « Nous travaillons avec le gouvernement de la RDC. Nous travaillons avec les autorités du pays, ce sont elles qui nous soutiennent dans tout ce que nous entretenons. Et c'est à l'autorité de pouvoir mener des enquêtes et trouver les responsables et éventuellement les amener devant la justice ». En dépit de cet incident, le PAM est actif dans la partie Ouest du territoire de Beni, plus précisément dans la région de Mabalako. L'assistance humanitaires aux déplacés internes est en cours depuis la semaine dernière dans cette contrée.

Dimanche 19 novembre.

Détournement présumé à la Gécamines : la Société civile de la RDC contre les discours haineux. La Société civile a appelé la ministre du Portefeuille, à « recadrer promptement ces communications en donnant les vraies informations qui couperaient cours aux rumeurs autour ce présumé détournement de fonds ». Dans une lettre ouverte adressée à la ministre du portefeuille, cette société civile, a noté que certains Congolais, visiblement manipulés par des politiciens, régionalisent et tribalisent les questions sur la gestion de la Gécamines. « Bien que se situant dans la province du Haut-Katanga, la Gécamines, en dépit des difficultés connues, demeure le poumon économique non seulement de cette province, mais plutôt un patrimoine national de tous les Congolais. Toutes les questions relatives à la conduite de grandes entreprises minières (Gécamines, Miba, Sokimo...) intéressent directement les organisations citoyennes dont la Société civile Forces vives de la RDC ». Pour « éviter de sombrer dans des considérations tribales ou régionales surtout en cette période électorale, il faut l'intervention du ministère du Portefeuille pour calmer les tensions et rendre publiques les vraies informations sans laisser l'IGF torpiller le dossier en se comportant comme juge et partie »

Campagne électorale : la CENI appelle les candidats aux élections au respect des lois du pays. « La Ceni appelle les candidats à la responsabilité et à la tolérance durant les 30 jours de campagne électorale. C'est le moment pour chaque candidat de se lier à ses électeurs, de préparer et organiser les opérations de vote et de dépouillement par ses témoins », a-t-il souligné. « La Ceni appelle la population à dénoncer tout incivique qui s'arrogerait le droit de perturber les files d'attente au niveau des antennes pour ainsi préserver le principe premier arrive, premier servi », a soutenu le président de la Ceni. Il a exprimé la volonté de son institution de mettre à la disposition des électeurs un dispositif dénommé « Ceni-Mobile » pour leur permettre de vérifier leur existence dans le fichier électoral. Il a par ailleurs ajouté que la tenue du scrutin dans les territoires en proie à l'insécurité (Masisi, Rutshuru et Kwamouth) ne relève pas de sa compétence. **Elections 2023 : l'ECIDE invite les acteurs politiques à cultiver la paix et la cohésion nationale durant la campagne électorale.** « La campagne électorale n'est pas une guerre. La politique est un combat d'idées et non une pratique de violence. Nous devons prêcher la paix », a lancé le président de l'Ecide. « Les politiques doivent chercher des idées pour convaincre les électeurs à adhérer aux projets proposés. Nous prêchons l'unité nationale parce que la vie va se poursuivre après les élections. Chacun a un rôle à jouer pour que le processus électoral se passe dans un climat apaisé. Nous, comme opposant, nous rappelons aux électeurs qu'après les élections, nous avons une autre vie. Point n'est besoin de s'attaquer et de développer des discours de haine, des désinformations, ... Nous devons vivre comme des sœurs et frères ». La campagne électorale va se dérouler du 19 novembre au 18 décembre. Le vote interviendra le 20 décembre. **Des candidats Président lancent leur campagne à partir de différentes villes.** *Félix Tshisekedi à Kinshasa*, lance sa campagne électorale ce dimanche 19 novembre au stade des Martyrs. Selon l'Union sacrée de la Nation, le Président sortant, revient auprès des Congolais pour défendre son bilan de cinq ans afin de solliciter un nouveau mandat. *Katumbi à Kisangani*. « Les raisons sur le choix de Kisangani sont nombreuses, notamment la sensibilité patriotique qu'il y a dans cette ville. C'est aussi une ville meurtrie, blessée, dont les habitants espèrent voir arriver un vent d'espoir ». Il présentera au public son projet de société, intitulé « Alternative 2023 pour un Congo uni, démocratique et solidaire ». *Fayulu à Bandundu*, est attendu ce dimanche à Bandundu, dans la province du Kwilu, pour lancer sa campagne électorale. *Sesanga* lance sa campagne électorale dans la province de Kwango ce dimanche 19 novembre 2023. *Seth Kikuni* prévoit une caravane motorisée ce 19 à Kinshasa. *Jean-Claude Baende* prévoit son premier meeting de campagne ce même dimanche à Kingabwa dans la ville de Kinshasa. **Beni : LUCHA lance la campagne « Ma voix n'est pas à vendre » pour lutter contre les vices en période électorale.** Cette campagne vise à sensibiliser les Congolais à voter « pour un candidat disposant d'une vision pour la République, compétent et capable de contribuer à l'avènement d'un Congo nouveau. Des séances de sensibilisation seront multipliées dans les lieux et espaces publics pour nous rassurer que tout le monde vote pour un candidat qui a un bon profil », affirme le mouvement citoyen Lutte pour le changement ». La campagne recommande aussi aux électeurs de Beni de « s'abstenir de prendre des cadeaux venant des acteurs politiques qui tentent de corrompre leur conscience, durant la campagne électorale ». « Aux politiciens qui ont pour habitude de profiter de la souffrance du peuple en lui octroyant des dons fallacieux pour acheter sa voix, gardez vos millions. Nos voix ne sont pas à vendre ». **Campagne électorale 2023 : début timide à Goma et Bunia.** La campagne électorale a débuté dans une ambiance empreinte de timidité ce 19 novembre, à Goma. Au sein des états-majors des partis politiques, l'heure est aux derniers réglages. Un engouement s'observe aussi dans les imprimeries : les candidats ou leurs représentants sont en train d'attendre la livraison de leurs commandes de divers supports visuels. Mais, sur les artères de la ville, jusqu'ici les photos ou affiches des candidats à la présidentielle ne sont pas encore visible. D'une manière générale, les acteurs politiques indépendants et autres se plaignent du manque des moyens financiers pour bien préparer et mener cette campagne électorale. A Bunia (Ituri), c'est la même morosité en ce premier jour de la campagne électorale, a constaté le reporter de Radio Okapi. Les affiches et les photos des candidats sont très peu visibles dans les rues. Ces candidats disent attendre que leurs partis politiques leur envoient des fonds qui leur permettront de commencer véritablement à battre campagne. En attendant de surmonter ces défis, plusieurs candidats inondent des groupes WhatsApp de messages ou de leurs images avec l'espoir de retenir l'attention des membres. **Campagne électorale 2023 : des candidats envahissent les places publiques de Bukavu.** Les places publiques et autres espaces sont pris d'assauts par des candidats à la députation provinciale et nationale. La plupart ce sont des candidatures féminines et celles des jeunes qui veulent faire leur entrée dans la politique. T-Shirt, polo et drapeaux avec effigies et numéros des candidats sont visibles presque partout dans la ville. Si certains candidats députés placent leurs photos avec celle de leur candidat président en fond du décor, jusque-là aucune grosse effigie d'un candidat à la présidentielle n'est visible au centre-ville de Bukavu. **Présidentielle 2023 : Matata Ponyo se retire au profit de Moïse Katumbi.** « En référence aux conclusions des travaux de Pretoria, auxquels mon parti le LGD a pris part, j'annonce mon ralliement à Moïse Katumbi Chapwe. Moïse Katumbi se dégage comme le candidat pouvant représenter le ticket de l'opposition, représentées par quatre grands partis et regroupements ayant pris part à ces assises » a indiqué le candidat Matata Ponyo. Face à « la fraude massive planifiée et face au monde qui nous regarde, la démarche de former un bloc solide et uni au sein de l'opposition est la seule stratégie que nous avons pour donner un sens à notre combat politique et pour redonner espoir au peuple congolais », a souligné Augustin Matata. **Félix Tshisekedi aux Kinois : « Rien de**

mal ne vous arrivera tant que je serai là ». « Rien de mal ne vous arrivera tant que je serai là. Je ne cesserai de vous aimer et même je suis prêt à donner ma vie pour vous », a déclaré Félix-Antoine Tshisekedi ce dimanche 19 novembre lors du lancement de sa campagne électorale au Stade des Martyrs de Kinshasa. Le Président sortant a vanté ses réalisations, notamment gratuité de l'enseignement de base, la gratuité de la maternité et la couverture santé universelle et le programme de développement des 145 territoires, qui, selon lui, placent le Congolais au centre de son action. Il a aussi promis de booster l'agriculture et la production locale pour faire face aux importations et ainsi baisser le taux du dollar.

Mbuji-Mayi : augmentation du prix du billet d'avion à la CAA. Le prix du billet d'avion pour le routing Mbuji-Mayi-Kinshasa et vice-versa coute actuellement 190 USD. Il y a deux semaines, le même billet s'est vendu à 168 USD. Pour le routing Mbuji-Mayi-Lubumbashi et vice versa le billet d'avion se vend à 167 USD au lieu 147 vendu il y a de cela deux semaines. La CAA justifie cette augmentation par la hausse du prix du Kérosène.

Ituri : les agents de la SOKIMO réclament six mois d'arriérés de salaire. Ces agents estimés à environ 1200 personnes disséminés dans les cinq territoires réclament leur salaire de six derniers mois. Ils disent avoir épuisées toutes les démarches administratives pour exiger leurs droits mais sans succès. Pendant ce temps, ils vivent dans des conditions difficiles. Ce qui les a poussés à descendre dans la rue pour faire entendre leurs voix. Le délégué principal de la Sokimo en Ituri, a lancé un appel au Gouvernement. Il dit que la hiérarchie de leur entreprise avait déclaré avoir versé leur salaire de mois d'octobre à la Banque centrale. Mais jusqu'à ce jour, ils ne sont pas toujours payés. Toutes les démarches pour avoir la réaction de la Direction générale de la Sokimo n'ont pas abouties.

Lundi 20 novembre.

A Bandundu, Martin Fayulu se présente comme le « candidat de la rupture et de lutte contre les antivaleurs». Le candidat Martin Fayulu Madidi est arrivé le 19 novembre à Bandundu, où il a lancé sa campagne électorale pour la présidentielle. Martin Fayulu s'intéresse particulièrement à la construction et réhabilitation des infrastructures : « Ce que je vais faire, je vais bâtir un Etat congolais libre, fort, digne et prospère. Je vais assurer l'intégralité territoriale du pays, la cohésion nationale et je vais promouvoir la gouvernance de terrain. Je vais faire en sorte que les Congolais soient mieux éduqués. Je vais promouvoir l'agriculture pour donner à manger aux gens. Je vais promouvoir les biens sociaux de base : l'eau, l'électricité et la santé. Je vais réhabiliter et construire les routes et les trains et construire les voies ferrées. Je vais exploiter le fleuve Congo et d'autres voies lacustres ». **Présidentielle 2023 : Constant Mutamba se veut le « candidat de la rupture ».** Il se présente à ce scrutin sous le label de son regroupement politique, Dynamique progressiste révolutionnaire (DYPRO). Avec son slogan «Rupture 2023 », Constant Mutamba a déclaré lors du dépôt de sa candidature que celle-ci « incarne un changement potentiellement significatif pour la RDC, offrant aux citoyens une alternative politique claire » Son programme, vise à défendre les intérêts de la RDC et à faire face aux problèmes de sécurité persistants. Il promet de lutter contre la corruption et les délits financiers. Il promet de créer un parquet économique dédié à la traque « des délinquants financiers, des responsables de la corruption ». **Lubumbashi : la police appelée à sécuriser la campagne électorale de façon disciplinée.** Cet appel est du commissaire provincial de la police dans le Haut-Katanga, au cours d'une parade organisée au camp de la Police au quartier Bel air dans la commune de Kampemba, le 18 novembre. Il leur a été aussi demandé « d'observer la discipline et de lutter contre l'insécurité qui se vit dans certains quartiers de Lubumbashi ». « Nous avons réveillé, outillé, les policiers pour la sécurisation des élections avant, pendant et après. Comment est-ce qu'ils doivent travailler, ils doivent se comporter pour éviter les provocations de la population », a rappelé commissaire provincial de la Police dans le Haut-Katanga. **Kwilu : la Ceni mobilise les électeurs pour un taux de participation élevé.** Cette campagne vise « une mobilisation maximale des électeurs pour une participation massive à ces scrutins ». La secrétaire exécutif provincial de la Ceni/Kwilu, invite la population à se préparer pour aller au bureau de vote afin d'élire le Président de la République, les députés nationaux et provinciaux ainsi que les conseillers communaux. **Présidentielle 2023 : Seth Kikuni renonce à sa candidature en faveur de Moïse Katumbi.** Il a justifié sa décision par « le souci de faire suite à l'appel et à l'exemple montré par le candidat Président Matata Ponyo sur la nécessité de transcender les égos politiques et demeurer dans la quête de l'intérêt supérieur de la Nation ». Pour lui, son ralliement et celui de son parti « Piste pour l'émergence » à la candidature de Moïse Katumbi « est la meilleure façon de barrer la route à la fraude et obtenir le changement ». Par ailleurs, Seth Kikuni a invité tous les autres candidats de « l'opposition et de la résistance à rejoindre cette dynamique ». **Elections 2023 : les candidats s'inquiètent de l'activisme des miliciens à Djugu et Irumu.** Selon les candidats des territoires de Djugu et Irumu, l'insécurité, entretenue par des hommes armés, les empêche de battre la campagne électorale dans ce coin du pays. Au Sud du territoire d'Irumu, dans les chefferies de Walese Vonkutu et Tchabi, des rebelles ADF sont très actifs et l'errance des Mai-Mai de Tchini ya Tuna et

Mazembe empêche aussi les candidats d'aller battre campagne dans ces entités. Le porte-parole de l'armée en Ituri a assuré que des dispositions ont été prises pour consolider l'accalmie enregistrée il y a plusieurs semaines dans certaines entités. **Elections 2023 : après Matata et Kikuni, Franck Diongo se rallie à Moïse Katumbi.** Les trois signataires accusent le pouvoir en place de chercher coûte que coûte à se maintenir au pouvoir, en projetant une fraude électorale massive et une corruption systématique : « Afin de faire échec à ce plan macabre contre l'avenir de notre nation, l'urgence d'une candidature unique de l'opposition s'impose comme la meilleure stratégie », estiment-ils, se disant convaincus que « Moïse Katumbi Chapwe émerge comme le candidat capable de conduire l'opposition vers la victoire ». **Elections 2023 : Moïse Katumbi lance sa campagne électorale à Kisangani.** Le candidat président, Moïse Katumbi a lancé, lundi 20 novembre, sa campagne électorale dans la ville de Kisangani (Tshopo). Après Kisangani, Moïse Katumbi pourrait se rendre également à l'intérieur de la Tshopo et à Buta, dans la province du Bas-Uélé, selon des sources du parti Ensemble pour la République. **Elections 2023 : candidate à la présidentielle, Marie-Josée Ifoku vise combattre la corruption, le népotisme et les abus de pouvoir.** « Ma vision met l'accent sur les idées de transparence, de responsabilité, de participation citoyenne et de justice sociale. Elle cherche à remettre en question les pratiques politiques traditionnelles, telles que la corruption, le népotisme et les abus de pouvoir, en faveur d'une gouvernance plus éthique et équitable. Il est impérieux de passer à un autre système de valeurs et de gouvernance, afin d'atteindre la renaissance de la RDC. Ce qui exige de savoir s'arrêter pour réfléchir, créer une cohésion nationale, fonder nos egos dans l'intérêt supérieur de la nation, agir ensemble, conjuguer nos efforts et se préparer à poser les jalons d'un nouveau Congo, car notre salut ne viendra que de nous-mêmes », a-t-elle souligné.

Nord-Kivu : reprise des affrontements entre Fardc et M23 près de Karenga. Les rebelles du M23 ont attaqué depuis 5 h les positions de groupes armés locaux. Ces rebelles sont également allés vers Magera, derrière Kilolirwe pour chuter aux alentours de Karenga. Plusieurs habitants de cette région ont fui et arrivent en masse depuis ce matin à Sake dans le site des déplacés de Kazimba. La société civile de Masisi déplore cette situation et demande aux Fardc d'arrêter ce désordre des rebelles du M23.

Deux enfants meurent dans les eaux de la pluie à Baraka. Deux enfants sont morts emportés dans les eaux d'une rivière et deux autres portés disparus dans les inondations après de fortes pluies, qui se sont abattues ces deux derniers jours dans la ville de Baraka (Sud-Kivu). Des sources proches de la mairie de Baraka dressent un bilan de six morts, des champs vivriers, estimés à 500 hectares endommagés, des maisons d'habitation détruites, des kiosques et autres commerces sérieusement affectés avec perte des biens et marchandises. La RN5 est coupée au niveau du pont Mwemezi. Pour l'instant, le nombre des sinistrés n'est pas encore connu.

Professeur Jean-Marie Kanda : " Il faut investir davantage dans la documentation de nos gisements miniers". Quatre ans après sa découverte, la mine de Makoko détenue par la société Ivanhoe figure dans le top 3 de plus grande découverte de gisement de cuivre au monde. Cela après la découverte de Kamoa en 2016. C'est la multinationale Ivanhoe propriétaire de la mine de Makoko qui vient de l'annoncer. Le gisement héberge selon la société 54 millions de tonnes de ressources minérales de cuivre. Combien de gisements miniers sont répertoriés dans le Katanga et pour quel potentiel ? Tentative de réponses avec le professeur Jean -Marie Kanda, enseignant à la faculté de polytechnique de l'UNILU (Université de Lubumbashi). Il est également administrateur au Conseil Congolais de la Batterie ainsi que directeur du Centre Africain pour la Recherche sur les batteries.

Beni : le président de l'UNPC appelle les journalistes candidats à démissionner. « Certain journalistes sont intéressés par la politique et se présentent comme candidats députés au niveau national ou provincial. D'autres sont enrôlés comme chargés de communication ou attachés de presse par des candidats. Nous avons organisé des séances pour faire comprendre à ces journalistes que le rôle d'informateur est incompatible à celui de politique », a indiqué le président urbain de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC). Il a par ailleurs encouragé ceux qui veulent embrasser la carrière politique de le faire, mais a une seule condition, celle de se débarrasser du micro, de la plume et de démissionner, étant donné que la profession du journaliste exige la neutralité.

Bandundu : plus de 50 agents et fonctionnaires expropriés de leurs numéros matricules, au profit des tiers. Ces derniers touchent les salaires avec ces mêmes matricules depuis 2021, affirment-ils. « En effet, la base électronique du ministère de la Fonction publique nous a renseigné sur des agents et fonctionnaires dont les matricules sont déjà mécanisés depuis 2021 au profit de personnes non existantes, ni sur les arrêtés ministériels ni sur un quelconque document de la fonction publique au niveau national ou provincial », s'est plaint l'un d'eux. Ils sollicitent l'implication personnelle du chef de l'Etat dans ce dossier afin qu'ils soient rétablis dans leur droit. Le chef de Division provinciale de l'Intérieur au Kwilu, a invité ces agents et fonctionnaires de l'Etat « à ne pas s'agiter, mais à garder leur calme ».

Nord-Kivu : le gouverneur militaire lance la campagne « J'aime mon pays, je soutien les Fardc ». Cette campagne est un moyen de lutter contre « la diabolisation et la démoralisation des troupes » a indiqué l'autorité provinciale. Le gouverneur a ainsi appelé la population à arrêter les critiques sur l'armée sur les réseaux sociaux :

Pour sa part, la présidente des associations féminines du Nord-Kivu, a exprimé l'engagement de la femme kivutienne à soutenir l'armée congolaise dans la restauration de la paix : « Ce que la femme veut, Dieu le veut. Nous sommes engagées dans la recherche de la paix, car bien que la femme soit victime, elle est aussi actrice de paix et de changement ». Pour elle, « être patriote n'est pas seulement un slogan mais ça doit être une réalité pour tout le peuple congolais ».

Nyiragongo : 6 civils tués par des hommes armés, le week-end dernier, dans les groupements Kibati et Buvira, à une dizaine de km au Nord de Goma (Nord-Kivu). La société civile de Nyiragongo condamne ces nouvelles tueries et lance un cri d'alarme aux autorités : « Nous demandons des enquêtes sérieuses. Qu'elles soient diligentées pour dénicher tous ces hommes en armes qui insécurisent, tuent, pour qu'ils soient arrêtés, jugés et condamnés sévèrement ». Par ailleurs, plusieurs voix s'élèvent à Goma pour dénoncer les abus commis par ces miliciens locaux qui sont visibles partout et qui, à la moindre incompréhension, appuient sur la gâchette.

Haut-Lomami : plus de 800 tonnes de maïs bloqués à la gare de Kamungu, depuis 5 mois. Des opérateurs économiques dans cette contrée se trouvent dans l'impasse faute de wagons. L'un d'eux, a lancé un cri d'alarme pour que des locomotives viennent en renfort et permettre l'évacuation de ces marchandises.

Parlement : plus de 70% de matières de la session de septembre ont été adoptées. Les deux chambres de cette institution ont notamment adopté la loi portant reddition des comptes, le budget 2024, ainsi que les différents projets de loi de ratification. Ces propositions et projets de loi ont visé à améliorer le social des Congolais, comme les lois sur l'agriculture, l'élevage, l'environnement, la santé, l'organisation et fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées et celle portant sur l'éducation. Au cours de la plénière de vendredi dernier, l'Assemblée nationale et le Sénat ont voté la loi de finances publiques, exercice 2024 et l'ont envoyée au chef de l'État pour promulgation.

Masisi : les rebelles du M23 réoccupent la zone forestière de Karenga. Cette localité à environ 8 km de la route Sake-Kitshanga, s'est vidée de tous les habitants qui y résistaient encore. Ces déplacés craignent que cette occupation de Karenga ne donne plus d'avantages aux rebelles d'avoir accès facile aux autres agglomérations importantes, notamment dans le groupement Kamuronza-Sake et dans la chefferie voisine des Bashali.

Masisi : près de 12 000 familles de déplacés sont sans assistance à Bihambwe. Ces familles venues des villages différents vivent dans de mauvaises conditions, certains dans des abris de fortune et d'autres passent nuit à la belle étoile. Ils sont dépourvus de tout et bloqués pratiquement dans cette région à cause des affrontements récurrents entre les belligérants dans leurs milieux de vie. Des milliers d'autres populations sont dispersées dans d'autres régions enclavées de Masisi et nécessitent aussi une assistance.

Mardi 21 novembre.

Elections 2023 : l'Union européenne annonce le déploiement de ses observateurs. « Nous sommes une équipe d'experts, qui sommes ici depuis le 6 novembre. On a une équipe d'observateurs et observatrices de longue durée. 42 vont être déployés dans les prochains jours et on aura au moment des élections, des observateurs et observatrices de courte durée soit douze », a indiqué Malin BJÖRK, qui conduit la délégation. Selon elle, une délégation des sept députés européens aussi est attendue à Kinshasa. Il y aura aussi des experts électoraux et politiques ainsi que des médias qui travaillent sur place à Kinshasa mais qui vont aussi voyager dans les différentes régions. **Elections 2023 : le candidat Baende veut instaurer « une justice distributive des ressources » en RDC.** Il s'est engagé à devenir Président de la RDC pour que ce grand pays puisse « retrouver sa souveraineté et donner ainsi au peuple les meilleures conditions de vie », en appliquant une meilleure politique dans les services publics de base: santé, école, transport en commun, bref le bien-être dans une justice distributive des ressources du pays à tous les fils et filles du Congo. L'économie congolaise devrait devenir compétitive dans une politique de coopération internationale avec les pays de grandes économies, où chaque partie devrait gagner, en termes de contrats gagnant-gagnant. Jean-Claude Baende veut faire de la lutte contre les antivaleurs telles que la corruption, les détournements des deniers publics, le tribalisme, le népotisme, les complicités dans les conflits armés, la justice à double vitesse, le non-respect des droits humains, la pauvreté et la misère, son cheval de bataille. **Le port de Banana « va sensiblement transformer la vie socio-économique » de Muanda, promet Félix Tshisekedi.** Il a fait remarquer le 20 novembre, dans son discours de campagne à Muanda (Kongo-Central) : « Une fois opérationnel, vous verrez des navires de tout genre accoster ici, les jeunes

auront plusieurs opportunités d'emplois, et la ville va être développée. C'est pourquoi je vous appelle, vous qui serez les bénéficiaires directs de ce projet, à ne pas croiser les bras et à attendre cet ouvrage. Donnez-vous d'avance à des formations et à la création des initiatives de sous-traitance qui vont davantage prospérer dans quelques années », a-t- rappelé. Tshisekedi a promis, une fois élu, de tout mettre en œuvre pour élargir la gratuité de l'enseignement au niveau du secondaire, en vue de soulager davantage les familles congolaises. **Commissaire divisionnaire adjoint Israël Kantu : « La campagne électorale ne vient pas fouler au pied les lois de la RDC ».** « Pendant cette période, tout fauteur de troubles va rencontrer la police sur sa voie », a rappelé le 20 novembre le commissaire provincial de la Police du Kongo-Central. « Nous demandons à chaque candidat d'éduquer ses militants sur le respect des lois et sur le respect des droits humains et de la loi électorale ». **Nord-Kivu : des candidats inquiets de la présence des groupes armés dans certaines localités du territoire de Lubero.** Selon certains candidats cette situation risque d'impacter sur le déroulement de la campagne électorale dans la zone. Les candidats aux élections de décembre 2023 sont d'autant moins rassurés et craignent de se retrouver en face des combattants des groupes armés. Dans certaines zones de Lubero, ces groupes armés se prévalent de la qualité de représenter l'Etat. L'administrateur du territoire de Lubero, affirme que les forces l'ordre sont engagées pour sécuriser le processus électoral dans la zone. **Campagne électorale en Ituri : le gouverneur met en garde contre les messages de haine et de division.** Le gouverneur de la province de l'Ituri, a invité les acteurs politiques à profiter de l'accalmie observée dans plusieurs entités, grâce aux efforts de l'armée, pour battre leur campagne électorale. Il a assuré que toutes les dispositions sont prises pour que le processus électoral se passe dans un climat apaisé. **A Kenge, Delly Sesanga promet de reconstruire le pays dans la dignité et l'unité.** Le président du parti ENVOL a présenté sa vision basée notamment sur la refondation de la RDC. « Cela veut dire que nous allons reconstruire notre pays dans la dignité et l'unité. Qu'est-ce que je vais faire, premièrement, restaurer la paix dans l'est du pays et dans toutes les provinces. Deuxièmement, relier nos provinces en construisant des routes. Je vais lutter contre la corruption et le détournement des deniers publics. Ce qui ronge notre pays, c'est le tribalisme et le régionalisme, je vais les combattre. Les militaires recevront un salaire digne, jamais je ne vais laisser les infirmiers et les médecins avec les salaires qu'ils reçoivent maintenant, jamais nos hôpitaux resteront dans leur état actuel ». **Kasai-Oriental : la gouverneure lance un appel à la tolérance pendant la campagne électorale.** Elle a lancé cet appel au cours d'un discours électoral, en faveur du candidat Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi. « Dites à tout le monde d'être calme. Bannissons la haine. Donnons au chef de l'Etat, un deuxième mandat pour qu'il puisse concrétiser sa vision », a-t-elle lancé. Elle a promis de fermer les médias qui vont diffuser des messages à caractère injurieux pendant cette campagne électorale. **Martin Fayulu à Bagata : « Nous allons avoir une armée de 500 000 personnes bien formées et bien équipée ».** Il a sensibilisé la population sur la surveillance et la vigilance le jour de la tenue de ces élections dans le but de barrer la route à toute tentative de fraude électorale. Pour lui, il est temps pour que le changement arrive en RDC. Et le peuple a le devoir de « prendre ses responsabilités en mains en faisant un choix judicieux ». **Lomami : un candidat député de l'opposition vit en clandestinité après une agression à Ngandajika.** Le président fédéral du parti politique Ensemble pour la République au territoire de Ngandajika (Lomami), Pierre Kaleka, a déclaré, qu'il était en pleine campagne électorale, qu'il a été pris à partie par des jeunes gens. Ces derniers se sont ensuite rendus à son domicile puis au siège de son parti. Le bureau du parti est détruit, pillé, vandalisé et tous emportés. Ma moto brûlée". Il dénonce le fait que ces actes de vandalisme aient été commis en présence des policiers. **Début timide de la campagne électorale à Lubumbashi.** Certains évoquent le manque des moyens et assurent tout de même qu'ils gardent les énergies tout en entretenant leurs bases par des petites réunions de proximité et se proposent de faire plus dans les jours à venir. D'autres par contre, s'activent à préparer le passage des leurs candidats président de la République pour faire la démonstration des forces. Depuis le début de la campagne jusqu'à présent, aucun incident majeur n'a été signalé à Lubumbashi par la société civile. **Elections-2023 : la Ceni délivre les duplicatas des cartes d'électeur dans chaque commune de Kinshasa.** Cette mesure a été prise par la CENI pour accélérer ce processus et répondre aux multiples réclamations des requérants, qui se plaignent de la lenteur dans la délivrance et des trajets à parcourir. Beaucoup des cartes d'électeur, considérées comme des cartes d'identité provisoires en RDC, sont devenues illisibles. Les duplicatas s'avèrent indispensables pour leurs détenteurs, autant que pour ceux qui en ont perdues. **A Matadi, Félix Tshisekedi promet la libération des adeptes de Bundu Dia Mayala, qui sont emprisonnés en RDC.** Le leader de BDM, Ne Muanda Nsemi, décédé en octobre dernier à Kinshasa, sera enterré dans son village natal, a confirmé le président sortant. Il a aussi promis de donner des emplois aux jeunes lors de son deuxième mandat à la tête de la RDC.

Beni : plus de 1250 ménages de déplacés sans assistance humanitaire à Kainama. Ces déplacés ont fui, il y a deux semaines, les attaques des rebelles des ADF dans les localités voisines de Batonga et Tondoli. Ils vivent dans des écoles et des familles d'accueil. « Ces gens n'ont aucune assistance, ils sont dépourvus de tout, parce que leurs maisons ont été incendiées, et ils avaient quitté leurs endroits la nuit, n'emportant rien avec eux ».

Addis-Abeba : des experts réfléchissent sur la gouvernance foncière et sa contribution dans la stabilité de l'Afrique. Au moins 900 personnes venues de différents pays d'Afrique se réunissent ce 21 novembre à la cité de l'Union africaine à Addis Abeba, en Ethiopie, autour du thème « la gouvernance foncière en Afrique ». La gouvernance foncière contribue à la stabilité et la paix des différents pays, la bonne gestion des ressources naturelles, la réduction de la pauvreté et le développement économique, indiquent les organisateurs. Elle repose sur quatre piliers : l'administration foncière, la bonne gouvernance, l'accompagnement des partenaires et la politique foncière. Parmi les défis, il y a notamment les pratiques culturelles ou les coutumes, l'héritage colonial avec des régimes de propriété pluraliste, la corruption, le manque de transparence dans la gestion de problèmes fonciers, le déficit du système d'information. Ce qui entraîne comme conséquences les inégalités dans la distribution de terres, l'augmentation de l'insécurité, des violences, la pauvreté et la vulnérabilité de la population dans plusieurs pays en Afrique. Cette conférence a pour objectif d'impliquer toutes les structures représentées dans la mise en œuvre d'une bonne gouvernance foncière en Afrique pour le développement inclusif de tous les états africains dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine à l'horizon 2063. Les participants à ce forum sont des experts, des scientifiques, des autorités traditionnelles, des acteurs non étatiques.

Beni : plaidoyer pour l'encadrement des enfants victimes d'exploitation économique. Cet appel a été lancé par le chef intérimaire du bureau urbain des affaires sociales, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre de chaque année. En effet, le plaidoyer de ce service se base sur le constat que plusieurs enfants de la ville de Beni sont exploités économiquement soit par leurs propres parents, soit par des tiers. La plupart de ces enfants en âge scolaire ont obtenu le certificat d'études primaires. Mais par manque de moyens financiers, selon certains de ces enfants, leurs parents ne peuvent pas prendre en charge leurs études secondaires. Ils sont donc obligés de se débrouiller pour vivre, et même contribuer au repas quotidien dans leurs familles. Le chef intérimaire du bureau urbain des affaires sociales à Beni se dit préoccupé par cette situation. Il a réuni ce 20 novembre des partenaires du Gouvernement pour envisager l'encadrement de ces enfants.

MIBA : le conseil d'administration suspend de nouveaux recrutements. Ces nouveaux recrutements ainsi que les avancements en grade ont été effectués dans presque tous les départements de cette entreprise, fait remarquer la nouvelle équipe dirigeante. D'après le directeur général de la MIBA, le conseil d'administration a jugé ces recrutements illégaux car effectués après la publication de l'ordonnance nommant le nouveau comité de gestion ainsi que les nouveaux mandataires de la MIBA. « L'équipe qui nous a précédé a fait des engagements assez importants, inhabituels. Alors le Conseil d'administration a pris la résolution, de tout suspendre, afin de ne pas gonfler l'enveloppe salariale, car la société est à l'arrêt, elle ne produit plus rien depuis plusieurs mois ». Le directeur général de la MIBA, promet d'examiner au cas par cas tous les dossiers des concernés et ceux qui ne seront pas confirmés constitueront des réserves à utiliser par l'entreprise minière en cas de besoin.

Nord-Kivu: affrontements Fardc-M23 près de Kitchanga et Nyamitaba. Plusieurs sources locales parlent, notamment d'attaques des rebelles du M23 sur les positions des Fardc dans le village de Karton, environ 2 km de Kitshanga. Par ailleurs, d'autres affrontements violents ont été signalés autour de la colline Lukala, près du village Nyamitaba, non loin de Kilolirwe, dans le groupement de Bashali Kaembe. Si aucun bilan n'est encore disponible pour la zone de Nyamitaba, des sources parlent d'un afflux des déplacés vers le centre de Kitshanga et autour de la base des casques bleus de la Monusco à Kitshanga. Elles informent que le secrétaire du comité des déplacés de Mungote à Kitshanga a été tué par une balle perdue et deux autres personnes blessées dans le même site.

Kisangani : circulation perturbée après fermeture des stations-service. Des taximen motos ont manifesté leur colère dans les rues de la ville, empêchant tous leurs collègues d'assurer le transport de leurs clients. A la hauteur de certains ronds-points au centre-ville, les barricades étaient nombreuses. « Il n'y a pas d'essence, il n'y a pas de motos parce que toutes les stations d'essence sont fermées. Et puis, le prix d'un litre est fixé 10.000 FC », témoigne un taximan. Depuis quelques semaines, les stations-service livrent les carburants par intermittence et à tour de rôle.

Détournement présumé à la GÉCAMINES : la Cour des comptes dépose son rapport au ministère de la Justice. Recevant ce rapport, le vice-ministre de la Justice a promis de le transmettre au Procureur général près la Cour de cassation, pour qu'à son tour, il puisse amorcer des poursuites judiciaires à l'encontre des coupables. L'enquête pour cette société a porté sur l'année 2018. La Cour des comptes accuse plusieurs personnalités, dont Deogratias Mutombo Mwana Nyembo, ancien gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) et Albert Yuma, ancien président du Conseil d'administration de la Gécamines, de détournement de plus de 25 millions USD. Le premier président de la Cour des comptes, l'avait révélé le 23 octobre sur le plateau du journal télévisé de la RTNC.

Kinshasa : signature des accords de désengagement de la Monusco. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC et le ministre des Affaires étrangères, ont signé le 21 novembre à Kinshasa la note déterminant le plan de retrait de la mission onusienne de la RDC. Cette note planifie que la Monusco quitte la RDC à partir du mois de décembre 2023 en commençant par le retrait des troupes, suivi des autres services.

Mercredi 22 novembre.

Elections-2023 : la Ceni dit avoir réuni l'essentiel du matériel électoral. Lors d'une interview, Denis Kadima souligne tout de même que le seul souci à ce stade demeure financier pour le déploiement de ce matériel électoral sur toute l'étendue de la RDC. Au regard du temps très court qui reste pour la tenue de la présidentielle, des législatives et provinciales, la Ceni est contrainte de recourir au moyen aérien pour l'acheminement du matériel. **Le candidat Buse Falay prône une forme de gouvernement inspirée des principes divins.** Il brigue la présidence de la République en tant que candidat indépendant. Orateur fervent et habile organisateur, Georges Buse Falay souhaite que la RDC s'éloigne des pratiques de corruption et qu'elle s'émancipe de la tutelle d'un capitalisme sauvage. Le « nouveau Congo » qu'il prône se veut un mode d'organisation sociale, culturelle et économique ainsi qu'une forme de gouvernement civil inspirée des principes divins. De courant nationaliste, le candidat Buse présente un programme économique beaucoup plus « axé au service de l'homme ». Il implique la rationalisation de l'exploitation des ressources, des idées et de l'énergie, selon les besoins de l'homme. **L'UE déploie entre 80 et 100 observateurs en RDC.** La cheffe de la Mission d'observation électorale de cette organisation, Malin Björk a indiqué que les membres de cette mission seront issus de 24 de 27 pays de l'Union européenne et va bénéficier de l'appui de la Suisse, de la Norvège et du Canada: "En cette période de campagne, nous appelons au respect des libertés d'expression et de réunion, ainsi qu'au rejet de la violence et des messages de haine". Elle a souligné que l'objectif de leur mission est de contribuer à la tenue des élections inclusives, libres, transparentes et apaisées. Elle a précisé que l'Union européenne est pleinement engagée dans un processus d'accompagnement de la consolidation démocratique en RDC. La mission d'observation électorale de l'UE encourage par ailleurs les autorités congolaises à débloquer les fonds qui permettront à la Ceni de terminer la préparation du scrutin du 20 décembre 2023. **Le Royaume-Uni appelle aux élections pacifiques, libres, équitables, inclusives.** Ainsi, après le début de la campagne électorale le 19 novembre courant, Londres a exhorté toutes les parties prenantes à contribuer à un processus électoral pacifique : « Comme le prévoit la constitution et les lois de la RC, les droits fondamentaux à la liberté de mouvement et de réunion, ainsi que la liberté des médias, doivent être soutenus. La violence et les discours de haine doivent être condamnés et investigués et leurs auteurs traduits en justice, recommande le Royaume-Uni». **Présentation du programme du candidat Moïse Katumbi à Lubumbashi.** Ce programme est dénommé « Alternative 2024 pour un Congo uni, démocratique, prospère et solidaire ». « Notre première priorité c'est l'unité du Congo, l'intégrité territoriale et toutes les parties du Congo qui nous sont aujourd'hui arrachées par la faute du pouvoir en place doivent être récupérées. La seconde, consolider la démocratie en RDC passera par certaines étapes dont le retour majoritaire à deux tours pour la présidentielle e troisième point du programme est la prospérité, transformer l'économie congolaise et ne pas devenir seulement un pays potentiellement riche mais être un pays réellement riche ». Ensemble pour la République et son candidat Moïse Katumbi veulent réduire l'écart entre les riches et les pauvres en RDC. **Beni : le Gouvernement appelé à faciliter aux candidats l'accès dans les zones sous menace des ADF.** « Nous appelons le gouvernement central de voir comment planifier, soit monter des stratégies qui vont aller dans le sens de faciliter la tâche des candidats au niveau provincial, national les candidats à la présidence ». **En Ituri, la Ceni exhorte les candidats au respect des règles de jeu.** Selon le Secrétariat exécutif provincial de la Ceni, pendant cette période de compétition électorale, les candidats sont libres de s'exprimer et de présenter leurs projets de société à la population pour que les électeurs leurs donnent des voix dans le respect des lois. Mais, « aux candidats, nous demandons de respecter la loi. De faire en sorte que la campagne soit vraiment une période apaisée. Ils doivent s'abstenir des propos discourtois, calomnieux et injurieux. Ils ne doivent pas utiliser les fonds publics, les agents de carrière et les biens de l'Etat, ils doivent s'abstenir d'utiliser ces moyens-là ». **Les effigies des candidats déchirés pendant la campagne électorale au Sud-Kivu.** La société civile provinciale affirme avoir enregistré des cas de menace dans le territoire de Kabare. Dans le territoire de Mwenga et Kalehe, où les effigies de certains candidats et autres effets sont déchirés et sabotés à certains endroits. Pour sa part, la police nationale congolaise, basée au du Sud-Kivu a assuré travailler avec professionnalisme pour mieux sécuriser le processus électoral en cours. La loi électorale interdit les cas de dérapages, d'intolérance et d'incitation à la violence tout au long de la campagne électorale. **La Cenco recommande aux électeurs de privilégier la compétence et la probité morale.** C'est ce qu'indique un communiqué publié ce mercredi 22 novembre. Le document rappelle que la campagne électorale est une occasion pour les citoyens de demander des comptes à ceux qui ont dirigé par rapport aux promesses faites et de juger la pertinence et la faisabilité des promesses de nouveaux candidats. **Kalemie : début timide de la campagne électorale.** Quelques candidats contactés disent attendre les moyens en provenance de leurs partis

politiques pour se lancer dans la campagne électorale. D'autres candidats nous ont confirmé qu'ils font la campagne sans beaucoup de bruit. Ils envoient des émissaires à la rencontre de leur base. **Nord-Kivu : après 4 jours de campagne électorale, aucun candidat président n'est arrivé à Beni et Butembo.** En revanche, plusieurs candidats aux élections législatives font leur propagande dans ces deux agglomérations. A Beni, rues, avenues et coins stratégiques de la ville sont inondés d'affiches et effigies des différents candidats aux législatives. Sur le terrain, on peut constater la présence des candidats qui mènent une campagne de proximité, auprès de la population et des groupes sociaux dans plusieurs quartiers. La sécurité et le développement constituent les deux sujets de prédilection de la campagne. A Butembo, certaines radios locales ont décidé de réaménager leurs grilles de programme pour organiser des débats contradictoires entre les candidats aux élections législatives. **Elections 2023: le programme d'Adolphe MUzito chiffré à 30 milliards USD par an.** C'est la première sortie de l'ancien Premier ministre congolais depuis le lancement de la campagne électorale le 19 novembre. **L'évêque de Kindu exhorte les candidats à promouvoir la paix.** L'évêque invite les candidats à être des artisans de la cohésion nationale et d'éviter tout propos violent et de division qui pourrait fragiliser la cohabitation pacifique durant cette campagne électorale. Il recommande aux candidats de se « considérer comme des compétiteurs, des adversaires en termes d'idées et non des ennemis ».

Tanganyika : le nombre de cas de polio est passé de 147 à 41 en une année (PEV), soit une baisse de 75% entre 2022 et 2023 à travers les 11 zones de santé de la province du Tanganyika. Malgré le progrès enregistré au niveau des chiffres, ce médecin a noté tout de même une faible couverture vaccinale dans la province du Tanganyika.

Kinshasa : BGF Bank présente sa nouvelle application dénommée « RAKKA cash ». C'est un compte bancaire mobile qui permet aujourd'hui de s'enregistrer à distance, en ligne. Il permet au client d'obtenir l'ouverture immédiatement d'un compte bancaire si toutes ses données sont bien renseignées et de pouvoir accéder à des services bancaires comme l'épargne.

Gouvernance foncière en Afrique : des progrès significatifs réalisés depuis 2021(UA). Les chefs d'État et de Gouvernement ont décidé de s'approprier et de mener des processus de réforme foncière en renforçant les institutions en vue d'une gouvernance foncière efficace et en y allouant des ressources budgétaires. Parmi les acquis de ces rencontres, il y a la réforme de lois foncières qui dataient des époques coloniales dans les différents pays. Ce qui a permis de promouvoir un accès équitable à la terre, de protéger les droits fonciers et de garantir l'utilisation durable des ressources foncières. Des progrès ont été également réalisés en matière d'investissements à grande échelle en Afrique. Ce qui a produit comme résultat l'intérêt croissant des investisseurs nationaux et étrangers pour l'acquisition de vastes étendues de terres lesquels ont contribué entre autres à la réduction de la pauvreté. La commission de l'Union africaine a en outre exhorté les états membres à poursuivre ces efforts en vue d'accélérer la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine.

Equateur : plaidoyer pour la re-visitation des limites des concessions forestières. Des acteurs étatiques et non-étatiques de l'Equateur disent avoir levé cette option au regard de l'essor démographique, afin que les communautés locales obtiennent des espaces requis pour leur développement. Les participants à ce forum ont également pensé promouvoir les pygmées, en leur assurant la sécurité alimentaire et enfin de redynamiser les comités locaux de développement. Cette 2^{ème} Table ronde a été l'initiative de l'ONG Groupe d'Action pour sauver l'homme et son environnement (GASHE) avec ses partenaires. L'ONG GASHE a encadré les communautés locales des territoires d'Ingende et de Lukolela à réaliser leurs plans simples d'aménagement du territoire. De même la FAO a conduit les travaux de cartographie participative dans le cadre du PIREDD/Équateur. Ainsi, les participants à cette 2e table-ronde disent avoir constaté une certaine atténuation des conflits liés à la gestion des espaces et à la superposition des titres fonciers.

Butembo : vive tension à Kamesi-Mbonzo après la démolition de 10 maisons d'habitation, en exécution d'une décision de justice. Cette décision de justice remonte à 9 ans et d'après cette décision de justice, les parcelles dans lesquelles ces maisons ont été construites, seraient la propriété d'un particulier. La société civile plaide pour l'implication des autorités dans la résolution pacifique de ce conflit foncier.

Tout soldat des Fardc interdit de nouer un contact avec les FDLR (Armée). Dans une communication lue, le 21 novembre, par son porte-parole, les Fardc interdisent à tout militaire, quel que soit son rang, de nouer ou d'entretenir un contact avec les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). « Tout contrevenant à cette instruction sera mis aux arrêts et subira la rigueur de la loi, conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur dans l'armée ».

Tension RDC-Rwanda : les USA demandent à Tshisekedi et Kagame de désamorcer la crise. A l'étape de Kinshasa, la directrice du renseignement national (DNI) des Etats-Unis, Avril Haines, s'est entretenu, plus de trois heures, avec Felix Tshisekedi sur la crise sécuritaire dans l'Est et la recherche des solutions à la crise entre Kinshasa et Kigali. Cette visite de l'émissaire du président Biden intervient quelques jours après le soutien affiché des USA au processus électoral en cours en RDC. Après l'étape de Kinshasa, Avril Haines s'est rendu à Kigali pour les mêmes échanges avec le président rwandais Paul Kagame. D'après un communiqué de presse de l'ambassade américaine, la directrice du renseignement national des USA a rencontré les deux présidents pour obtenir leur engagement à désamorcer les tensions dans l'est de la RDC.

Masisi: des combats opposent Fardc aux rebelles du M23 à Karenga, en plein parc des Virunga et a sur la route menant à Kitschanga. Des détonations d'armes lourdes et légères sont entendues dans la zone.

Lubumbashi : les adeptes d'une secte locale détruisent un monument de la ville jugé « maléfique ». Des adeptes d'une secte religieuse ont détruit, la statue du lion, érigée en plein centre-ville de Lubumbashi (Haut-Katanga). Ils l'ont ensuite remplacée par une autre statue représentant un léopard ; avant que la police ne la retire à son tour. Les auteurs de ce saccage sont quelques membres d'une secte locale. D'après leur prophète, ils ont agi conformément à un message divin, « l'ancien monument incarnait un esprit maléfique qui ne permettait pas aux autorités de la province de bien travailler ». Le gouverneur du Haut-Katanga a condamné ces actes de vandalisme et ordonné qu'ils soient conduits devant les instances judiciaires pour qu'ils répondent de leurs actes.

Kinshasa : Congo Airways réceptionne deux avions. Les deux avions sont en location. La reprise officielle de vols est prévue pour lundi 27 novembre courant. Un premier vol test a été fait ce mercredi vers Mbandaka.

Jeudi 23 novembre.

Elections 2023 : le maire de Butembo sensibilise sur une campagne électorale responsable. A l'initiative du maire de Butembo, cette activité a voulu prévenir les dérapages pouvant déboucher sur des violences dans cette partie du pays. Il a également demandé aux candidats d'éviter de mener la campagne dans les parages des écoles pour ne pas perturber le bon déroulement des cours. Cette recommandation concerne aussi les hôpitaux. **Le candidat Mudekeriza veut lutter contre l'injustice sociale en RDC.** Président du parti politique Mouvement d'élites pour la démocratie et le vrai changement (MDVC), Justin Mudekeriza prône le socialisme, reposant sur l'idée de progrès, c'est-à-dire de la transformation du monde dans un sens positif. Dans son acception la plus large, ce candidat Président condamne les inégalités sociales et l'exploitation de l'homme par l'homme et défend le progrès social. Ce parti a toujours encouragé le Gouvernement à prendre des décisions « courageuses » notamment la révision à la hausse du salaire des agents et fonctionnaires de l'Etat et la réduction du train de vie des institutions.

Kindu : la Caritas Développement exhorte les candidats aux élections à la tolérance. à la non-violence pour créer un climat de cohésion, d'unité, d'amour et de fraternité avant, pendant et après les élections. Cette structure de l'église catholique a lancé ce message au cours d'une séance de sensibilisation organisée par le bureau diocésain justice et paix, à Kindu. Cet échange d'une journée a permis aux organisateurs et aux participants d'adopter un comportement digne durant ce processus, de prendre conscience et le sens de responsabilité.

Campagne électorale: mise en garde de la PNC contre les auteurs des actes de sabotage au Haut-Katanga. Des cas d'intolérance politique sont enregistrés aussi bien à Lubumbashi, à Likasi, Kasumbalesa et autres. Les candidats victimes s'en plaignent : « Nous déplorons le fait que nous retrouvons nos affiches déchirées alors qu'on a eu à dépenser beaucoup d'argent pour avoir ces affiches. Notre mobilisateur a été agressé, on lui a arraché le mégaphone, ses polos... » Ces actes de sabotage interviennent quatre jours après le lancement de la campagne. **En Ituri : le Caucus de parlementaires alerte sur le recours aux propos discourtois.** « La Campagne électorale ne doit pas être une période de division entre Ituriens mais un moment pour renforcer l'unité entre les populations pour l'émergence de cette province ». Ces élus disent avoir constaté des propos malsains et discourtois dans le chef de certains candidats en course à la députation nationale et provinciale contre leurs adversaires politiques, au lieu d'expliquer leurs projets de sociétés à la population. **Campagne électorale à Butembo : le Redho appelle les candidats à s'abstenir des discours haineux.** « Le Réseau pour les Droits de l'Homme a déjà documenté certains incidents, c'est notamment la destruction des photos et effigies des certains candidats dans des quartiers, les messages et discours de haine, les photos et affiches placées dans des parcelles sans consentement des propriétaires des maisons, l'utilisation des enfants dans la propagande. Ce sont notamment des enfants qui distribuent des photos par-ci par-là ». Il a regretté que les activités liées aux campagnes électorales paralysent des journées entières. **Uvira : au moins de 10 candidats députés s'engagent à militer pour la cohésion sociale.** Ces candidats ont recommandé à la population locale d'être vigilante et de ne pas se laisser tromper par les tireurs des ficelles pour des intérêts matériels, mais dont les conséquences sont incalculables dans le vivre ensemble. Cette tribune d'expression a été amorcée par le cadre de concertation de la

société civile, elle est une initiative de l'ONG Femmes actives pour la paix (FAP), en collaboration avec la SOCICO, la SOCIPO, les forces vives, la société civile environnementale, le mouvement citoyen LUCHA et la nouvelle société civile congolaise. **Bunia : Moïse Katumbi promet de rétablir la sécurité en Ituri.** Lors d'un meeting tenu le 22 novembre à Bunia, Moïse Katumbi, candidat à la présidentielle, a promis aussi d'améliorer la desserte en eau potable et l'électricité pour booster l'économie et le développement de l'Ituri. Durant près de 20 minutes, il a critiqué le bilan de chef de l'Etat sortant, en dénonçant la persistance de l'insécurité dans plusieurs villages où les tueries, incendie des maisons et déplacement massif des populations continuent. Cette situation accentue le chômage des jeunes, a-t-il renchéri. Il a déploré la dégradation des RN4 axe Kisangani et RN27 qui mène vers Mahagi avec comme conséquence une hausse des prix sur le marché. Cette situation, appauvrit davantage la population. **Mongala : la Ceni organise un cadre de concertation avec les parties prenantes au processus électoral.** Cette rencontre visait à explorer les voies et moyens d'organiser des élections crédibles, inclusives et apaisées le 20 décembre prochain. Par ailleurs, la Ceni/Mongala procède encore, à travers les radios locales et sur les lieux publics, à la sensibilisation sur l'utilisation du dispositif électronique de vote (DEV). Satisfaits de l'initiative de la Ceni, plusieurs participants, ont cependant déploré la lenteur de la délivrance des duplicatas des cartes d'électeur. **Elections-2023: Jean-Claude Mvuemba se range derrière Moïse Katumbi.** Le président de la plate-forme Alliance des bâtisseurs, alliés du parti Mouvement du peuple congolais pour la République, a décrié les souffrances endurées par le peuple congolais, la perte de contrôle de certains de nos territoires, notamment Bunagana, Masisi, Rutshuru et tant d'autres dans l'est de la RDC. Il a également déploré "la perte du pouvoir d'achat causée par l'inflation monétaire et l'absence des bonnes politiques pour sortir les Congolais de la misère". Après analyse de cette situation, il a annoncé le soutien de sa formation politique à la candidature de Moïse Katumbi à l'élection présidentielle. **Six candidats à la présidentielle annoncent une plainte contre Denis Kadima et Peter Kazadi.** Les candidats Denis Mukwege, Nkema Lilo, Théodore Ngoy, Floribert Anzuluni, Jean-Claude Baende et Martin Fayulu, ont décidé, le 23 novembre à Kinshasa, de saisir les juges constitutionnels pour « des irrégularités notoires et intentionnelles relatives notamment à la fiabilité du fichier électoral, à la publication des listes des électeurs et à la cartographie ainsi qu'à la délivrance des duplicatas. **Nord-Kivu: l'ONG GAPE contre l'utilisation des enfants dans la campagne électorale.** L'ONG Groupe d'action pour la protection de l'enfance (GAPE), basée à Walikale (Nord-Kivu), demande aux partis politiques de ne pas profiter de la vulnérabilité et de l'ignorance des enfants pour les exploiter, comme cela a toujours été le cas durant les cycles électoraux précédents. Selon le coordonnateur de GAPE, "certains enfants sont manipulés à poser des actes contre leur gré et en violation des lois du pays pendant le processus électoral. Ils sont parfois utilisés pour salir l'image des candidats adverse".

Beni : le PAM annonce pour bientôt la reprise de la distribution de l'aide aux déplacés à Oicha. La directrice pays adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM) en RDC, a fait cette annonce un mois après que cette agence du système de l'ONU a suspendu ses activités à Oicha après l'incendie par des jeunes d'une cargaison de vivres destinés aux déplacés. Elle affirme avoir déjà obtenu des assurances des autorités sur le plan sécuritaire.

Bunia : des commerçants enregistrent des pertes à la suite d'une panne d'électricité. Les tenanciers des poissonneries, des bouchers ainsi que des responsables des débits de boisson ont déploré le 22 novembre des pertes enregistrées dans leurs affaires, à la suite d'une panne, depuis 5 jours, à la centrale hydroélectrique de Budana qui alimente la ville. Plusieurs quartiers de la ville de Bunia sont plongés dans le noir pendant ce temps. Tous demandent aux responsables de l'Eletrokimo, l'entreprise qui commercialise d'électricité à Bunia, de rétablir le courant pour leur permettre de bien exercer leurs activités. A cette coupure d'électricité, s'ajoute la pénurie du carburant pour faire tourner le générateur, a expliqué un opérateur économique.

Julien Paluku : « Une chaîne des valeurs avec les déchets produirait près de 200 mégawatts d'électricité à Kinshasa ». D'après ce ministre, « cette étude permettra in fine, de produire avec les déchets de Kinshasa, près de 200 mégawatts d'électricité. Ce qui permettra à la capitale et à toutes les structures de réinjecter cette électricité pour la consommation locale. Ce qu'on appelait déchets peut constituer une solution au problème de délestage. Nous allons dupliquer ce modèle sur l'ensemble des villes », a conclu Julien Paluku.

Vendredi 24 novembre.

Elections 2023 : « Je viens trouver une solution à la question du M23 », promet Moïse Katumbi à Goma. Lors de son adresse au stade Afia, Moïse Katumbi s'est appesanti sur la crise sécuritaire, « un épineux problème aux conséquences humanitaires indescriptibles pour les 2 millions des déplacés », ayant fui depuis deux ans leurs habitations. La plupart vivent dans de mauvaises conditions. Elu, Moïse Katumbi a promis de tout mettre en œuvre pour l'instauration de la paix au Nord-Kivu. Il a également rendu un hommage à tous les fils et filles congolais qui sont tombés à cause de cette guerre tout en compatissant avec la population pendant cette période

d'état de siège. Au sujet du processus électoral, il a recommandé la population à la vigilance le jour du vote. **Le candidat Théodore Ngoy veut « restaurer la justice » pour élever la RDC.** Politologue, avocat et pasteur protestant de l'Église de la Gombe, Théodore Ngoy Ilunga est le président national du parti Congo pour la Justice et candidat à la présidentielle. « L'enjeu est d'arrêter la destruction de la Nation, car le magistrat suprême, Félix Tshisekedi, a lui-même avoué que la justice congolaise actuelle détruit la Nation au lieu de l'élever », et donc, a-t-il souligné, son combat est de restaurer la justice pour élever le pays. **Campagne électorale à Bukavu : aubaine financière pour les établissements de location de sonorisation.** L'un des tenanciers de ces établissements, affirme voir des candidats défiler à son bureau pour solliciter la location du matériel comme des baffles, des mixeurs et des générateurs. Le prix du service souhaité se négocie de gré à gré, une stratégie qui permet de proposer des prix différents selon les moyens financiers de chaque candidat. Si pour certains candidats, le prix du matériel pour leur visibilité importe peu, d'autres crient à l'inégalité de rapport de force. **Beni : les affiches des candidats députés déchirées par des inconnus à Mayi-Moya,** à une cinquantaine de km de Beni (Nord-Kivu). Cette situation inquiète la société civile et la jeunesse de cette contrée. Le président des jeunes de la localité de Mayi-Moya « lance un message aux jeunes de se désengager de ce genre de comportement parce que nous sommes dans la période de campagne. Les candidats députés ont gaspillé assez d'argent pour l'impression de ces photos et différentes affiches, il ne faut pas les déchirer et tout candidat député est libre d'afficher sa photo où il le veut jusqu'à la fin de la période de campagne ». D'après lui, son message s'adresse particulièrement aux jeunes, susceptibles d'être manipulés pour exécuter une telle besogne. Il regrette cependant que jusqu'à présent, aucun auteur de cet acte de vandalisme n'ait été démasqué. **Campagne électorale à Uvira : Floribert Anzulini vise enrichir son projet de société avec les populations.** « Nous voulons avoir ce qu'on appelle un débat constructif qui nous permet d'une part, de présenter ce que nous avons comme projet, mais aussi d'écouter et d'enrichir notre projet avec les réalités des populations. C'est comme ça que nous allons fonctionner partout où nous irons », a fait savoir le président du parti politique Alternance citoyenne. Dans la suite de sa campagne électorale dans le Grand-Kivu, il entend organiser des tribunes d'expression populaire à Baraka, à Fizi-centre, à Goma, Beni, Lubero et Bukavu. Il est le premier candidat président de la République à avoir foulé le sol de la ville d'Uvira depuis le début de cette campagne électorale. **Félix Tshisekedi promet de consolider la sécurité au Maniema.** Il a fait cette promesse lors de son discours de campagne électorale à Kindu, chef-lieu de cette province. Pour ce faire, il entend renforcer l'armée congolaise. C'est ainsi qu'il a invité les jeunes du Maniema à adhérer massivement à l'armée nationale. A cette occasion, Félix Tshisekedi a également annoncé le projet signé entre la Tanzanie, le Burundi et la RDC pour la construction des rails qui reliera la ville de Dodoma à celle de Kindu via Bujumbura et Uvira. Ce projet est déjà en vue, mais n'attend que le feu vert des bailleurs des fonds pour démarrer. **Beni : 70 personnes sensibilisées contre les violences pendant la campagne électorale.** Les personnes sensibilisées sont des candidats députés nationaux et provinciaux, des membres des organisations de la société civile et des mouvements citoyens. C'était lors d'un dialogue intergénérationnel organisé par le Club « Rfi » en collaboration avec la coordination urbaine de la société civile de Beni. **Campagne électorale au Lualaba : mise en garde contre les vandales des affiches des candidats.** Le ministre provincial de l'Intérieur du Lualaba, a fustigé cette intolérance à travers un communiqué de presse : « Au Lualaba, le constat est que certaines personnes s'évertuent à déchirer les affiches d'autres, à trouser les yeux des candidats sur les photos. Nous avons signé le communiqué interdisant les uns et les autres à se livrer à cette pratique anti démocratique ». Le ministre provincial promet des sanctions aux vandales. **Le candidat Katumbi apporte son aide humanitaire aux déplacés de Nyiragongo.** Cette assistance comprend 70 tonnes de vivres constituées des sacs d'haricots, riz, l'huile végétale, de la farine de maïs et autres et 30 tonnes d'autres articles comme les bâches, matelas, tentes, produits pharmaceutiques et autres effets, ainsi qu'une ambulance toute neuve et équipée. Cette assistance a été remise en présence des déplacés à Kanyarutshinya, et la Caritas sera chargé de la distribution auprès de bénéficiaires.

Uvira: le pont Kalimabenge menacé d'effondrement, à la suite de fortes pluies qui se sont abattues sur cette ville. Une autre partie de la semelle de cet ouvrage s'est affaissée, rendant ainsi le trafic très difficile à cet endroit de la RN5. Selon l'équipe de l'entreprise du groupe EIS-EKA, qui avait gagné le marché « dans la construction d'une route il y a la chaussée, il y a les ouvrages d'art, il y a les ponts, il y a les caniveaux donc le drainage. Tout est inclus ». Entre-temps, certains habitants d'Uvira craignent que le pont Kalimabenge sur la RN5 ne s'effondre et isole la partie Sud de la ville du centre commercial de Mulongwe si rien n'est fait dans l'urgence.

Lualaba : au moins 13 morts dans un naufrage sur le fleuve Congo. Le naufrage est survenu pendant la nuit alors que l'embarcation avait à son bord de nombreux passagers et des marchandises. Arrivée à quelques encablures du village Manfwe, à cause d'une panne technique et de la surcharge, la barge se serait heurtée à un objet et s'est renversée. Il y a eu également 5 rescapés et toutes les marchandises sont tombées dans l'eau. La plupart des barges qui opèrent la nuit transportent des marchandises souvent au-delà de leur capacité contrairement à ce qui est recommandé.

Uvira : après leur reddition, des ex-combattants retournent en brousse. Des ex-combattants à Kashatu s'opposent à l'organisation de la cuisine commune, instaurée par le Programme désarmement démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S) depuis une semaine. Cette situation a poussé certains d'entre eux à faire défection et retourner en brousse. Le chef d'antenne du PDDRC-S/Uvira, confirme avoir suspendu le système de la dotation alimentaire individuelle à la suite de quelques dérives. Certains d'entre eux revendaient directement leur ration alimentaire aux commerçants. Avec cet argent, ils pouvaient passer toute la journée dans des débits de boisson, puis retourner le soir affamés sur le site. Beaucoup d'ex-combattants, qui étaient hébergés dans ce site, sont retournés dans la brousse à la suite des conditions de vie précaires à Kashatu.

Kinshasa : plus de 60 enfants en rupture familiale bénéficient des cours de tennis. A l'initiative du Centre de perfectionnement du zoo (CPZ), ces cours s'inscrivent dans le cadre du projet intitulé : « Lisanga ya sika ». Avec ce projet, cette structure met à la disposition de ces enfants des infrastructures. Ce centre est doté d'un bâtiment nouvellement construit à l'intérieur de l'enceinte du club et abritant un secrétariat ainsi que 3 salles de classe équipées et meublées. Hormis les tennis, ces enfants reçoivent aussi des cours de français, de mathématiques et d'anglais pour combler les déficits ou abandons scolaires. Ces cours de perfectionnement sont donnés en complément du programme d'enseignement général congolais.

Bunia : le litre d'essence passe de 10 000 à 4 000 francs, après l'arrivée d'un convoi de camions citernes. Cette situation est due à l'arrivée la veille de plusieurs camions citernes, transportant les produits pétroliers. Ces engins étaient bloqués depuis plus d'une semaine sur le tronçon Pitso-Jina sur la RN27 à cause du mauvais état des certains tronçons en cette saison des pluies. Le président provincial des importateurs pétroliers en Ituri, a salué les efforts des autorités provinciales ayant permis d'ouvrir le passage aux camions citernes. Cependant, les travaux de réhabilitation de la route Pitso-Jina jusqu'à Iga-barrière se poursuivent encore.

Nouveaux affrontements entre les Fardc et la milice Mobondo à Kwamouth. Les sources de la société civile du territoire de Kwamouth rapportent que de violents affrontements ont eu lieu dans les journées de mercredi et de jeudi derniers entre les militaires FARDC et la milice Mobondo. Les faits se sont passés précisément au village Nthso, situé à 45 km de Kwamouth, chef-lieu de cette entité territoriale. D'après les mêmes sources, ces miliciens, qui entretiennent l'insécurité dans cette partie de la province du Mai-Ndombe depuis plus d'une année, ont tendu une embuscade aux FARDC dans cette localité entourée des forêts. Le bilan provisoire fait état de quelques morts et d'une dizaine de blessés dans le camp des militaires. Et du côté des assaillants, la société civile parle de plusieurs Mobondo arrêtés et transférés à Kwamouth pour le moment.

Beni : 9 civils tués lors d'une nouvelle attaque attribuée aux ADF, dans deux villages du groupement de Batangi-Mbau (Beni). Selon des sources de la société civile dans la région, il s'agit d'un bilan provisoire car la fouille pour retrouver certaines personnes portées disparues se poursuit. L'armée a été déployée dans la région. Des maisons ont été incendiées par les assaillants. Cette attaque a provoqué un déplacement de la population locale vers des milieux jugés sécurisés. Un calme précaire est observé ce vendredi matin après le déploiement des Fardc.

Samedi 25 novembre.

Lancement de la campagne "16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre". La célébration, ce samedi 25 novembre, de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes marque également le début de la campagne de seize jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Plus de 38.000 cas ont été enregistrés en 2022 au Nord-Kivu seulement, selon le rapport 2023 de l'Unicef. Ce document note une augmentation de 37% au cours des trois premiers mois de 2023 par rapport à la même période il y a un an. La problématique des violences basées sur le genre en RDC ne se limite pas aux violences sexuelles. Il y a aussi des violences physiques, violences émotionnelles ou psychologiques. Dans l'ensemble, près de la moitié soit (42,8%) de femmes congolaises avaient déclaré, en 2013, avoir subi l'un ou l'autre type.

L'EAC prend acte du refus de la RDC de renouveler le mandat de sa force régionale. « Le 23^{ème} sommet des chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) a pris acte du refus de la RDC de renouveler le mandat de la force régionale de l'EAC au-delà du 8 décembre 2023 », indique le communiqué de l'EAC publié à la clôture, vendredi 24 novembre, à Arusha en Tanzanie de ce sommet des chefs d'Etat de l'EAC. Cette décision a été prise, selon la Présidence de la RDC, aux termes de 4 heures de discussions à huis clos entre chefs d'Etat. Les ministres de la Défense Jean-Pierre Bemba, celui de l'Intégration régionale Antipas Mbusa Nyamwisi et le Haut représentant du Chef de l'Etat Serge Tshibangu ont représenté la RDC à ce sommet et avaient pour mission de faire passer cette décision. Le sommet d'Arusha a aussi pris acte de l'adhésion de la Somalie à l'EAC.

Elections 2023 : le candidat Noël Tshiani promet d'instaurer un salaire minimum garanti de 1000 USD en RDC. Candidat indépendant, Noël Tshiani veut « mettre à profit son expérience d'économiste et de banquier pour remettre le Congo sur le point de démarrage du processus de développement économique et social qui pourra profiter à toute la population congolaise ». Il promet, une fois élu Président, d'instaurer un salaire minimum garanti d'au moins 1000 USD par mois en RDC, pour freiner la « fuite de cerveaux ». La question de la nationalité congolaise constitue aussi son cheval de bataille. En réalité, a-t-il affirmé, « la loi Tshiani, 'De père, de mère et d'épouse', c'est la solution aux problèmes du pays ». **Campagne électorale : le chef du secteur de Beni-Mbau demande aux candidats de présenter leurs calendriers d'activités aux autorités locales,** tout en sachant que deux candidats ne peuvent pas organiser des activités de campagne au même endroit et à la même heure. Il demande aussi aux candidats de bannir la culture de la haine, du tribalisme mais aussi des actes de vandalisme lors de leurs activités. Des imprimeries envahies par des candidats députés. Des affiches de différents formats envahissent les principales artères et les places publiques de la ville. L'imprimerie Gilkis doit répondre aux commandes des « aubaine ». La réception de cette imprimerie ne désemplit pas, entre ceux qui viennent retirer leurs affiches et ceux qui viennent passer les commandes. En une journée, l'imprimerie a imprimé près de 1500 mètres² d'affiches sur bâche, 2000 affiches de format A4 et 1500 affiches de format A3. **Législatives 2023 : le candidat Beleshayi vise promouvoir la jeunesse de la Tshangu.** Candidat aux législatives de décembre 2023, compte, une fois élu, initier des lois en vue d'amener l'exécutif national à construire des écoles, centres de santé, bibliothèques, centre d'initiation à l'informatique en faveur des jeunes de cette partie de la capitale. Il a également promis de payer des frais académiques, par le biais des bourses de mérites, pour des étudiants issus des familles défavorisés. Il entend encourager l'installation d'une microfinance pour accompagner des femmes commerçantes de la Tshangu. **EPST/Nord-Kivu 2 : interdiction de battre campagne dans les écoles.** Pour le directeur de la province éducationnelle Nord-Kivu 2, les élèves doivent étudier dans un climat apaisé et non être associés dans les affaires politiques, car d'après lui, « l'école est apolitique ». Il a ainsi recommandé aux politiques et candidats aux divers scrutins au sens de responsabilité pour ne pas perturber les activités en milieu scolaire. **Le candidat Président Ngalasi lance sa campagne à Kinshasa.** Candidat à la présidentielle de décembre 2023, Aggrey Ngalasi a affirmé « avoir reçu l'ordre de Dieu pour relever le pays » et promet de poursuivre sa campagne dans la capitale.

16 jours d'activisme contre les VBG : Adama Moussa encourage la prévention. « La seule façon d'avoir des transformations importantes c'est faire en sorte que nous investissons dans la prévention, de faire en sorte que les survivantes ne soient pas restées seules, qu'il y ait solidarité agissante à tous les niveaux de toutes les agences ». Pour sa part, le Directeur de BCNUDH, a exhorté à l'éradication du silence et de l'indifférence au regard de violences sur le genre pour avancer. Cette activité est menée en marge de 16 Jours d'activisme contre les VBG que célèbre l'ONU du 25 novembre au 10 décembre 2023. Elle est placée sous le thème : « Tous unis investissons pour préserver les vies faites aux femmes et aux filles ».

Kalemie : un mur de clôture s'écroule sur une maison voisine et tue 4 enfants d'une même famille. Ce drame est survenu après la pluie qui s'est abattue sur la ville dans la matinée du 24 novembre. Les constructions anarchiques à Kalemie sont à la base de beaucoup des tragédies.

Beni : le PDDRC-S lance le projet de réinsertion des ex-combattants. Ce projet, financé par la Monusco à travers le Fonds de cohérence pour la stabilisation est exécuté par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Il permet de donner de l'emploi aux ex-combattants et aux personnes vulnérables recrutées au sein de la communauté, principalement les femmes et les jeunes. Ce projet est un soutien socio-économique à travers des activités rémunératrices et un appui psychosocial. Il va durer environ six mois. Mais l'approche est communautaire. Les bénéficiaires de ces projets sont des ex-combattants, mais aussi des membres de la communauté qui vont travailler pour aboutir à une cohésion sociale. Ces gens seront inclus dans les projets de travaux manuels comme la réhabilitation des routes, le déblayage des avenues, le curage des caniveaux, l'entretien des stades, des parkings, « Le programme sur lequel nous travaillons s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de renforcement de la paix au niveau de l'Est de la RDC. L'objectif de ce projet consiste à faciliter le retour des ex-combattants et à les réinsérer dans leurs communautés d'origine pour que le but final soit la réintégration de ces ex-combattants au milieu de nos différentes communautés et ainsi apporter la paix. Le projet a un budget total de six millions de dollars répartis sur trois provinces : le Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri ». Depuis le début de ce mois, au moins 75 ex-combattants ont déjà été réinsérés au sein de différentes communautés. Ces ex-combattants ont initialement été regroupés au camp Mambangu dans le territoire de Beni.

Mbuji-Mayi : deux morts à la suite des dégâts d'une pluie diluvienne. La première victime, 15 ans, a succombé après l'écroulement d'un mur d'une clôture. La seconde, un jeune a été emporté par les érosions dans

la commune de Bipemba sous une pluie battante. Selon des sources sur place, aucune municipalité de Mbuji-Mayi n'est restée épargnée de cette catastrophe naturelle.

Dimanche 26 novembre.

La caravane motorisée des partisans du candidat Moïse Katumbi attaquée, par des jeunes non autrement identifiés mais armés de toute sorte d'armes sauf les armes à feu. Ils ont eu la vie sauve grâce à l'intervention des éléments de la police nationale congolaise. Ces jeunes disaient à haute voix que Kinshasa est le fief de leur candidat et que Moïse Katumbi ne pouvait pas venir y battre campagne. **Campagne électorale à Bukavu : le candidat Mukwege prône la sécurité de la population**, entre autres, la sécurité institutionnelle, administrative, juridique, économique et sanitaire. « La paix et la sécurité sont la racine du développement. Et rien ne peut être fait dans l'insécurité. Cela passe notamment par la réforme de l'armée, une armée organisée, car la nôtre, est détruite depuis 1996 ». Le prix Nobel de la paix 2018 a bouclé son adresse, en rappelant aux jeunes et aux femmes le rôle considérable qu'ils ont à jouer pour l'avenir de la RDC. **Campagne électorale en Ituri : le sénateur Tibasima appelle à la préservation des acquis de paix et de développement**. Le sénateur John Tibasima encourage tous les candidats en lice pour la députation nationale comme provinciale des territoires d'Irumu, Djugu, Mambasa, Mahagi, Aru et la ville de Bunia à privilégier l'unité et la cohésion de tous les Ituriens sans distinction et appelle la population de la province, déjà meurtrie par les conflits armés, à consolider les acquis de développement et les efforts de paix en cours à Bunia et dans d'autres territoires de l'Ituri. **Kinshasa : des femmes activistes et journalistes échangent au sujet des VBG en contexte électoral**. L'objectif de cet échange, selon les organisateurs, était de sensibiliser les activistes à se faire entendre pour que la question de violences à l'égard des femmes soit intégrée dans les débats publics, notamment dans la sphère politique. A cette occasion, Esperance Bayedila, professeur des universités et communicologue, l'une des intervenantes à ces échanges, a rappelé que lors des élections en RDC, « même si c'est une minorité qui se représente les femmes sont électrices, elles sont majoritaires, alors il faut qu'elles prennent conscience de la situation, que ce sont des personnes importantes qui peuvent très bien changer la donne dans notre pays ». Pour elle, les femmes candidates, « doivent être visibles, il faut qu'elles prennent part aux débats, qu'elles parlent, qu'on sente qu'elles sont là, elles savent très bien défendre les dossiers, qu'elles aient un discours qui va attirer les gens ». Que les femmes qui iront voter « élisent en âme et conscience pour que les choses changent dans notre pays ». D'autres intervenantes ont insisté sur la sensibilisation et l'éducation de base pour que la question du genre soit prise en considération à tous les niveaux. **Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi en tête de liste**. Une semaine après le lancement de la campagne électorale, cinq catégories de candidats se dessinent au regard de la manière dont leur campagne évolue. **Les deux premiers**, Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi, sortent du lot, ayant déployé des moyens importants pour battre campagne et ont déjà parcouru plus de cinq provinces. Alors que Félix-Antoine Tshisekedi a lancé sa campagne dimanche au stade des Martyrs à Kinshasa, Moïse Katumbi lui, a plutôt choisi la ville de Kisangani (Tshopo). Une semaine après, Katumbi a déjà parcouru six provinces de l'Est, de la Tshopo au Sud-Kivu en passant par le Haut et Bas-Uele, l'Ituri et le Nord-Kivu. Félix Tshisekedi lui est aussi passé par cinq provinces : Kinshasa, Kongo-Central, Maniema, Équateur et Nord-Ubangi. Moïse Katumbi centre son message sur la restauration de la paix, l'amélioration du social et la reconstruction nationale. Félix Tshisekedi lui promet de consolider les efforts de développement déjà amorcés au cours de son premier mandat. **A pas de tortue**. Il s'agit de Martin Fayulu, qui s'est annoncé dans l'ex-grand Bandundu, et Denis Mukwege, qui a commencé sa campagne à Bukavu (Sud-Kivu). Dans cette catégorie se rangent aussi Delly Sesanga, Constant Mutamba (Mai-Ndombe) et Anzuluni Bembe (Uvira, Sud-Kivu), Abraham Ngalasi (Kinshasa), Marie Josée Ikofu (Kinshasa), Adolphe Muzito (Kinshasa). **Abandon**. Les candidats Matata Ponyo, Seth Kikuni et Franck Diongo se sont retirés de la course. Ils battent désormais campagne pour Moïse Katumbi en faveur de qui ils se sont désistés. **Au point de départ**. Les autres candidats Président continuent à se faire attendre sur le terrain de la campagne.

Masisi : les FARDC empêchent les rebelles du M23 d'avancer vers Sake. Des bombardements du M23 auraient ciblé les positions de l'armée nationale. Ces combats interviennent trois jours après le M23 ont réoccupé la cité de Mweso, territoire de Masisi. Selon des sources locales, d'autres accrochages ont été signalés, le même mercredi, sur deux fronts au moins dans le territoire de Masisi. C'est notamment autour Karenga, dans le parc national des Virunga et Kilolirwe sur la route menant à Kitshanga.

Kindu : la mairie ferme momentanément la tribune centrale pour « raison des travaux d'urgence ». D'après lui, la tribune s'est affaissée lors du passage du candidat Président Félix Antoine Tshisekedi, le 23 novembre courant. Et les travaux de réhabilitation doivent s'exécuter en toute urgence.

Union africaine : les Etats membres mettent en place une stratégie de gouvernance foncière d'une durée de 9 ans. Cette stratégie mise en place par l'Union Africaine pour la période de 2023 à 2032 aborde trois

questions essentielles : la sécurité foncière, la planification de l'utilisation des terres et les investissements fonciers. Parmi les priorités de cette stratégie, il y a notamment le renforcement de la capacité de la commission de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et des Etats membres à mettre en œuvre l'agenda de l'Union africaine en matière foncière. Une autre priorité c'est de promouvoir l'avancement des politiques foncières, des lois et des systèmes d'administration et de gouvernance foncière responsables dans les états membres ; promouvoir des investissements fonciers responsables et équitables en Afrique qui contribuent au développement de chaque état et qui répond aux besoins de la communauté. Le renforcement de la sécurité foncière et l'accès à la terre et aux autres ressources productives pour toutes les couches de la population est aussi une des priorités de cette stratégie de gouvernance foncière de l'UA ; mais aussi faciliter et soutenir l'opérationnalisation du suivi et de l'évaluation des terres. Selon les organisateurs, la finalité de cette démarche est que les terres soient utilisées au profit de tous les membres de la société, de la réduction de la pauvreté, de la résolution des conflits liés à la terre. Mais également promouvoir la stabilité et la prospérité de l'Afrique.

Tshopo : plus de 1000 ménages sans abri à la suite des inondations à Banalia, à 128 km de Kisangani (Tshopo), causées par la crue de la rivière Aruwimi. Cette catastrophe survient alors que Banalia a été frappé il y a quelques semaines par une épidémie de méningite, rappelle la société civile. Ces inondations ont affecté négativement la campagne de distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide et celle de la lutte contre la poliomyélite. Neuf autres villages sont également victimes de ces inondations.

Bukavu : l'UNPC répertorie 4 délits de presse au dernier trimestre de cette année. Le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) section du Sud-Kivu, précise que seuls quelques médias ont été monitorés et que l'UNPC n'a relevé que 4 délits principaux dans les médias. Le trimestre passé, rappelle-t-il, « on est arrivé à 12 et on peut estimer que peut-être les remarques qui ont été formulées au courant du trimestre passé, ont été entendues et aujourd'hui on a eu quand-même une certaine baisse, mais on continue à être regardant ». Les journalistes présents à la rencontre ont émis le souhait de voir l'UNPC multiplier de telles séances en vue de réduire à zéro les cas des délits de presse dans l'environnement médiatique du Sud-Kivu.

Nord-Kivu : les rebelles du M23 attaquent des positions des Fardc sur l'axe Kitshanga-Sake. La société civile de Sake signale un afflux des déplacés qui continuent à arriver par dizaines des ménages. Son président, plaide en faveur de ces personnes qui, pour certaines, passent nuit à la belle étoile. Entre temps, sur l'axe Kitshanga-Mweso, toujours dans le Masisi, une accalmie relative est signalée depuis environ trois jours.

Kinshasa : le marché « Soko Soko Bazar » des produits recyclés, se tient à la maison de France. Ce marché offre deux fois par an, une vitrine aux artisans et autres artistes congolais, surtout ceux travaillant dans le recyclage, l'occasion d'exposer, de faire connaître leurs produits et de trouver des potentiels acheteurs. Parmi les articles exposés, on trouve des vêtements, des sacs à main, des paniers, des plateaux, des masques, des bijoux, des objets décoratifs pour bureaux et maisons, des masques, des poupées. Les matières les plus utilisées sont le bois, la céramique, l'ivoire, le tissu, les fibres, les perles, l'argent, le fer et la malachite. Les exposants viennent de Kinshasa, mais aussi d'autres provinces comme le Nord-Kivu.

Kongo Central : la construction d'une école fait la joie des enseignants et élèves à Seke Banza. Cette école est opérationnelle depuis deux semaines. Sa construction entre dans le cadre du Programme de développement local de 145 territoires, sous la gestion de la Cellule des financements en faveur des Etats fragiles (CFEF). L'école de Kintata a six salles de classe, des bureaux administratifs et un bloc sanitaire.

Nord-Kivu : 70 blessés par balle évacués de Masisi à Goma par MSF en 2 mois. L'organisation internationale Médecins sans frontières (MSF) évoque cependant, plusieurs défis notamment sécuritaires et d'accessibilité, qui ne rendent pas facile ses interventions dans la zone de Masisi. « On essaye, pour l'instant, d'apporter un soutien en urgence en termes de besoins. Nos principes sont : indépendance, impartialité et neutralité. On traite sans tenir compte de l'ethnie, religion, affiliation politique, ni groupe armé. Dès que quelqu'un est blessé ou tombe malade, il devient un patient et on le traite. Le 2^{ème} défi, c'est en termes d'accès : l'état de la route surtout entre Sake et Masisi centre, se dégrade énormément. Pour l'instant, il n'y a pas de passage pour nos véhicules pour acheminer les intrants et médicaments à Masisi ». Cet humanitaire rappelle des affrontements réguliers qui empêchent l'accès à MSF, alors qu'il y a des gens malades et des blessés qui manquent des soins. Il appelle donc tous les acteurs aux conflits armés « à respecter le droit international humanitaire et à protéger leurs véhicules, leur staff, toutes les structures médicales ainsi que les populations civiles ».

COP 28 : le candidat Tshisekedi pourra interrompre sa campagne électorale, le 30 novembre afin de prendre part à la COP 28 à Dubaï aux Emirats Arabes-Unis, a annoncé sa porte-parole, au cours d'un point de presse. « Le

Président de la République a cette vision de la nouvelle économie du climat, qui est de faire de la lutte contre les changements climatiques une opportunité d'affaires. En marge de la COP28, nous aurons plusieurs compagnies du Nord qui vont signer un engagement pour acheter des crédits carbone en RDC pour protéger nos tourbières et favoriser les tourbières en achetant le crédit carbone, qui sera d'une valeur élevée ». Lors de cette rencontre « la RDC va signer un contrat sur l'enveloppe Pays au sein du forum des leaders sur les forêts et le climat, qu'on appelle FCLP en sigle. Et là, nous allons signer une enveloppe pays qui sera consistante pour nous aider à valoriser la communauté autour des tourbières ; pour que la population tout autour ait une vie parallèle, alternative et à ne pas entrer dans les tourbières pour faire l'agriculture ou encore couper les arbres ». Le Président de la République a annoncé la création du fonds pour la nouvelle économie du climat « ce fonds se servira des infrastructures durables et des monuments des climats qui vont développer le pays de façon durable, contrairement à tous ces fonds qui exécutent des mini projets à travers le pays mais qui n'ont souvent pas trop d'impacts au niveau de changements climatiques ».

Tanganyika : deux cas de polio recensés dans la zone de santé de Kalemie en 10 mois, et 47 autres de paralysie flasque aigue. Ce médecin directeur de l'Hôpital général de référence de Kalemie (Tanganyika) a attribué cette embellie à la mise en place de la stratégie dénommée « hibou ». « Par rapport à la vaccination contre la poliomyélite, nous utilisons la stratégie porte à porte, et la deuxième stratégie que nous utilisons c'est la stratégie hibou, là où les infirmiers titulaires (IT) et coordonnateurs des aires de santé descendent dans les ménages et vaccinent les enfants la nuit sous surveillance soit de la maman soit du papa. Sous prétexte qu'on ne peut pas marquer, parce que le papa n'est pas d'accord avec la vaccination et la maman est d'accord, ça se fait donc la nuit à l'absence du papa ». Une autre stratégie de vaccination « consiste à l'implication des peuples autochtones (les pygmées) dans les activités de vaccinations comme relais communautaires afin de rapprocher la population. « Ces groupes réfractaires acceptent facilement de se faire vacciner s'ils trouvent qu'un relais communautaire est de leur communauté. Cette bonne planification nous aide au niveau provincial à bien coordonner nos activités et à réaliser l'objectif et à bien couvrir la cible de la population que nous sommes en train d'encadrer ». Le médecin chef de zone de santé de Kalemie a fait mention de cas de résistance contre la vaccination. Ces cas sont dus souvent aux croyances religieuses de certaines sectes telles que le Watch Taywer, le kimbanguisme rouge, etc.

Lundi 27 novembre.

Elections 2023 : la candidate Ifoku s'engage à « instaurer une nouvelle ère de gouvernance basée sur des principes républicains ». Après avoir fait un diagnostic sans complaisance de la marche du pays, de l'Etat indépendant du Congo (1884-1908) à la République démocratique (1997 à ce jour), en passant par le Congo belge (1908-1960) la République démocratique du Congo (1964-1965) le Zaïre (1971-1997), Marie-Josée Ifoku constate que le pays est en péril. Il est impérieux, selon elle, de passer à un autre système de valeurs et de gouvernance, afin d'atteindre la renaissance de la RDC. Ce qui exige de savoir s'arrêter pour réfléchir, créer une cohésion nationale, « fondre nos egos dans l'intérêt supérieur de la nation, agir ensemble, conjuguer nos efforts et se préparer à poser les jalons d'un nouveau Congo, car notre salut ne viendra que de nous-mêmes ». Elle prône des réformes institutionnelles, des changements dans le système électoral et l'établissement de mécanismes de contrôle et de surveillance pour garantir l'intégrité du gouvernement et prévenir les abus. Elle veut également promouvoir l'autonomie des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, pour éviter les concentrations excessives de pouvoir. **Sud-Kivu : le candidat président Floribert Anzuluni présente son projet de société à Uvira, Fizi et Baraka.** Ce candidat à la présidentielle y a présenté son projet de société axé sur la sécurité, la paix, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la situation socioéconomique. Il s'est arrêté dans plusieurs localités afin de débattre à bâtons rompus avec la population massée le long des rues à Baraka-centre et à Fizi-centre. **A Bukavu : des candidats ayant plus de moyens et les plus rôdés sont les plus visibles sur terrain.** « Il y a des députés qui offrent beaucoup d'argent pour convaincre la population, mais il y a d'autres qui n'ont pas d'argent, qui parlent de leur motivation mais la campagne évolue bien ». Certains habitants se plaignent toute fois des tapages que cela entraîne dans certains coins de Bukavu. Elle va se clôturer le 18 décembre. **A Uvira : Mgr Muyengo recommande aux candidats d'éviter des provocations inutiles et des injures.** L'évêque du diocèse, demande à la population d'Uvira, Fizi et Mwenga à vivre et entretenir un climat apaisé, libre, transparent et démocratique avant, pendant et après les élections. « J'exhorte celles et ceux qui ont déjà exercé quelques mandats à évaluer avec la population le bilan de leurs actions par rapport à leurs promesses de campagne des échéances écoulées. La population doit privilégier les critères objectifs de compétence et de probité morale sur les candidats », L'évêque d'Uvira a enfin instruit les curés de son diocèse d'éviter d'accueillir les candidats accompagnés de leurs militants et munis des effigies de propagande à l'intérieur ou dans les alentours de bâtiments d'église catholique d'Uvira. **Equateur : l'ONG APEE condamne l'utilisation des enfants dans la campagne électorale.** L'ONG Action pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE) s'indigne « le constat est amer. La plupart des politiciens qui viennent ou qui sont à Mbandaka, utilisent les enfants pendant

leurs meetings. Ces enfants viennent de plusieurs axes : Bamanya, à plus de 5 km, Cecly Wendji, plus de 15 km pour venir accueillir les politiciens à l'aéroport. Ils sont là depuis le matin, ils n'ont pas mangé, n'ont pas pris de l'eau, nombreux sont en uniforme à l'aéroport et dans la ville...». **Kasaï-Central : l'ONG FMMDI met un dispositif de monitoring des cas de violences électorales.** L'ONG Femme main dans la main pour le développement intégral, avec l'appui de l'ONU-Femmes, a mis en place une maison de gestion des cas de violences électorales, à Kananga, dans le Kasaï-Central pour prévenir des violences pendant les élections. Cette maison a pour objectif de monitorer, accompagner, dénoncer des cas de violences électorales et réclamer réparation pour toutes les victimes avant, pendant et après les élections, La directrice de FMMDI, demande à toutes les candidates et candidats « qui seront victimes des violences électorales de se rendre directement au barreau pour dénoncer et que justice soit faite ». Dans cette démarche, l'objectif est aussi d'atténuer ces violences. **Nord-Kivu : le CAFED appuie des femmes candidates aux différents scrutins électoraux.** Selon la présidente du Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED), il s'agit d'un appui en formation, en impression des photos et effigies de campagne pour les candidates, afin de faire passer leurs messages et renforcer ainsi la participation politique de la femme au processus électoral. Elle précise qu'une trentaine de femmes, candidates au niveau national, provincial et municipal des villes de Beni et Goma en seront les bénéficiaires. D'après elle, « l'objectif est de renforcer cette collaboration entre les femmes mais aussi de renforcer la forte participation des femmes dans le processus de paix d'abord mais aussi dans la participation politique ». **Ituri : 9 jours après son lancement, la campagne électorale reste timide,** dans la ville de Bunia et dans d'autres agglomérations plus à l'intérieur de l'Ituri. Certains acteurs politiques disent attendre des fonds nécessaires de leurs partis politiques au niveau national. D'autres attribuent cela à la situation sécuritaire précaire dans plusieurs entités de la province; ce qui a réduit leur mobilité et même les moyens pour battre campagne.

La RDC jouera un rôle important dans la perspective de la zone de libre-échange continentale d'ici en 2045 (Union africaine), ont indiqué certains membres du panel des experts qui ont participé à la conférence sur la gouvernance foncière qui s'est achevée le 24 novembre à Addis Abeba (Ethiopie). Selon les résultats de recherche de ces experts, cette zone de libre-échange va permettre aux Etats membres de générer environ 200 milliards de dollars en 2045. Ce montant sera généré grâce au commerce transfrontalier qui passe essentiellement par la création d'un marché unique, affirment les organisateurs de cette conférence. Cela implique l'harmonisation des politiques, des réglementations, des normes liées à la migration, au commerce et l'utilisation des terres arables dont 60% dans le monde se trouvent en Afrique. Face ces défis, il faut notamment améliorer les infrastructures de transport : routes, ports, aéroports pour favoriser la connectivité transfrontalière.

PDL 145 territoires au Kongo-Central : 26 sites sont prêts à être livrés au Gouvernement, a affirmé le 25 novembre Abigaël Mbumba, ingénieur en charge de la logistique au sein de l'entreprise congolaise Constructeur propriété commerciale Muanda.

L'évêque de Goma appelle les jeunes à s'impliquer dans la recherche de la paix au Nord-Kivu. Il a lancé cet appel à l'occasion de la célébration, le 26 novembre, de la journée diocésaine des jeunes à Goma. Les jeunes de plusieurs paroisses catholiques du diocèse de Goma ont pris part à cette manifestation. Ils affirment avoir bien intériorisé les recommandations de l'évêque. « Le pasteur de l'église nous a invité en tant que jeunes à pouvoir nous impliquer pour le retour de la paix. Notamment, en encourageant la jeunesse à intégrer l'armée pour pouvoir défendre la Nation ; à pouvoir renier les divisions de toutes formes pour ne pas être complices de nos bourreaux ; à se dévouer dans l'action sociale rénovatrice et en luttant contre toutes formes d'antivaleurs ».

Nord-Kivu: carence d'eau potable dans la région de Mabalako. Le centre commercial de Mabalako, chef-lieu du groupement de Baswagha-Madiwe connaît un sérieux problème d'approvisionnement en eau potable. Les quelques puits qui s'y trouvent ont été aménagés par une organisation non gouvernementale qui œuvre dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement. L'insuffisance de ces puits dans la région pousse la population à recourir à l'eau de la rivière Loulo pour les travaux ménagers et même pour la consommation. Cette situation est à la base de plusieurs cas de maladies hydriques enregistrées dans cette région.

Mardi 28 novembre.

Kinshasa : pénurie de carburants dans des stations-service. Sur terrain, toutes les stations Total vendent et l'essence et le gasoil. En revanche chez Engen, seul le gasoil est disponible dans certaines stations. "Nous avons été ravitaillés samedi, mais en quantité minime", a affirmé un pompiste. Chez Cobil cependant, il n'y a pas de vente. "Cela fait deux semaines que nous n'avons pas été servis". Toutefois, le prix à la pompe reste inchangé. "Le Gouvernement doit honorer ses engagements en couvrant convenablement les manques et pertes des pétroliers tel que décidé dans la composition de la structure des prix des produits pétroliers. Cela pour mettre fin aux perturbations que cela occasionne dans l'approvisionnement de ce produit stratégique », a réagi

l'Association des pétroliers privés de la RDC. C'est depuis plus de deux ans que l'Etat paie en dents de scie ses subventions, selon lui, ce qui ne permet pas aux pétroliers de se réapprovisionner en temps voulu.

Elections 2023 : « La RDC se perd dans des programmes irréalistes et irréalisables », note le candidat Kazadi. Rex Kazadi veut incarner le nouvel espoir congolais et être la solution aux problématiques des Congolais. Il se présente comme candidat indépendant à l'élection présidentielle 2023. Il est persuadé que le pays se perd dans des programmes irréalistes et irréalisables. Son programme à lui va réaliser une véritable rupture sur les plans sécuritaire, diplomatique, politique, économique et aussi social. En RDC, seuls 10% des Congolais ont accès à l'électricité et 26 %, à l'eau potable. Il est temps que tout cela change, martèle le candidat Kazadi. **Campagne électorale à Kindu : des coups de feu tirés pour disperser des jeunes à l'arrivée de Moïse Katumbi.** Des éléments de la police nationale congolaise ont tiré, ce 28 novembre, des coups de feu pour disperser des jeunes qui jetaient des projectiles sur le cortège du candidat Moïse Katumbi, à Kindu (Maniema). Une personne aurait trouvé la mort et d'autres ont été blessées dans la débandade provoquée après ces tirs. Le cortège du président du parti politique Ensemble pour la République a tout de même poursuivi sa marche vers le lieu du meeting malgré ce désordre. **Elections 2023 : le candidat Président Ngalasi clame « être mandaté par Dieu pour diriger la RDC ».** « Dieu n'échoue jamais, c'est lui qui m'a mandaté pour postuler afin de diriger la RDC. Je sais que ce pays sera absolument transformé, et si ce n'est pas fait, vous ne comprendrez pas ce qu'on entend par le miracle de Dieu ». Le responsable de l'Eglise La Louange a expliqué sa vision prophétique pour la RDC en trois concepts à savoir le relèvement, la restauration et la transformation. Il a par ailleurs regretté que d'autres personnes continuent de douter du mandat de Dieu alors que son église est témoin de la demande de Dieu. **Elections 2023 : le candidat Mukwege salue la résilience de la population de Beni.** Au cours de son meeting, il a d'abord salué la résilience de la population de Beni, victime d'affres de la guerre, avant de présenter son projet de société, axé notamment sur : la sécurité, le développement, la lutte contre la pauvreté et la corruption.

Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au financement, ambitionne d'accroître son volume d'activités en RDC, pour les cinq prochaines années. C'est ce qui justifie une mission de haut niveau à Kinshasa conduite par le directeur général adjoint de la Société de promotion et de participation pour la coopération économique, du 20 au 23 novembre en provenance de Paris. Au cours d'une interview, il a précisé que Proparco a investi 50 à 60 millions d'euros depuis en RDC depuis 2009. Il souhaite désormais multiplier par 5 son niveau d'engagement en RDC.

Le nouveau président de la FEC prône le dialogue entre les secteurs public et privé. Le nouveau président de la FEC a reconnu avoir plusieurs défis à relever tout au long de son bail de 4 ans. « L'équipe qui vient de sortir a fait ce qu'elle devait faire mais il y en a encore beaucoup de choses qu'on doit faire pour arriver à satisfaire nos membres. Au sein de la FEC, il y a une vingtaine de secteurs de la vie nationale et pour moi tous ces secteurs sont prioritaires ». Il a été élu avec 929 voix devant deux autres candidats en lice.

Nord-Kivu : accalmie observée ce lundi sur les lignes de front autour de Kilolirwe, entre Fardc et rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. C'est notamment autour de Karenga, dans le parc national des Virunga, et sur l'axe Kilolirwe-Kitshanga-Mwesso. On déplore cependant l'installation, par les rebelles du M23, d'une administration parallèle à Kitshanga.

Sud-Kivu : calme revenu à Ruzizi après des tensions autour de la production des duplicata des cartes d'électeurs. Des jeunes en colère avaient barricadé la route à Bwegera, Luberizi et à Mutarule, pour exiger le retrait de deux machines de la Ceni du bureau de la chefferie à Luberizi et de la résidence du chef de cette chefferie à Mutarule. Ces machines servent à la production des duplicata des cartes d'électeurs. Les jeunes soupçonnaient le chef de chefferie, lui aussi candidat député national dans la même entité qu'il dirige, de vouloir produire des cartes pour des ressortissants burundais et renflouer son électorat, rapporte le chef local à Luberizi. Ces manifestants obligeaient tous les passagers de descendre de leurs véhicules avant de procéder à la fouille de celui-ci. Ces tensions ont perturbé la circulation sur la RN5. Finalement, la Ceni et les autorités locales ont convenus de déplacer les deux machines électorales de Luberizi et de Mutarule 1 vers le poste de la Police nationale congolaise basée dans la région.

Nord-Kivu : le gouverneur ordonne la distribution de l'aide humanitaire du candidat Katumbi aux déplacés. Cette assistance humanitaire avait été remise vendredi dernier à la Caritas en présence des déplacés au camp de Kanyarutshinya. Cependant la cargaison n'a pas pu être déchargée afin d'être distribuée aux bénéficiaires. Le responsable de la police en charge de la sécurité du camp des déplacés avait refusé l'entrée de cette aide dans le site. Pour sa part, le président de la société civile de Nyiragongo, a pensé que la situation

humanitaire des déplacés ne doit pas être récupérée par les politiciens. Il a en outre appelé les autorités à faciliter la distribution de cette aide pour le bien-être de la population déplacée déjà meurtrie.

Kinshasa : démantèlement d'un réseau de présumés fabricants de pseudo cartes d'électeur. La Police nationale congolaise a mis la main, le 27 novembre, sur quatre individus, accusés d'appartenir à un réseau de producteurs de pseudo cartes d'électeur. Au nombre de personnes arrêtées figure le nommé un ancien agent temporaire de la Ceni. Informaticien de son état, a réussi à mettre en place un réseau de faussaires qui produisaient autant des cartes d'électeurs à partir de sa résidence. Il travaillait avec trois policiers qui agissaient en qualité d'intermédiaires chargés de trouver des demandeurs de nouvelles cartes d'électeurs ou de duplicata. Sur les sommes d'argent exigées à leurs victimes, le cerveau moteur de cette bande, percevait la somme de 10 000 FC. Le matériel utilisé par ces faussaires est composé de trois imprimantes utilisées par la Ceni en 2017, un ordinateur, avec une maquette de la carte d'électeur conçue et préinstallée.

Nord-Kivu : au moins 30 000 USD alloués pour la réhabilitation de l'aérodrome de Walikale. « Il y a un fonds, de 30 000 USD ou la part du gouvernement provincial est de 10 000 USD, 10 000 de la part de la société Alfa Mine, et 10 000 autres du secteur de Wanyanga. Ce fonds est pour le redémarrage des travaux, et en attendant l'arrivée d'autres fonds. La société Trameco a été choisie, sous la sous-traitance de l'Office des routes ».

Kongo-Central : inauguration d'une usine de production d'oxygène médicale à Kimpese, le 27 novembre, dans l'enceinte de l'Hôpital général de référence de l'Institut médical évangélique de Kimpese, (IME) (Kongo-Central). Cette première usine d'oxygène au Kongo-Central est le fruit du partenariat entre le ministère national de la Santé publique et l'organisation américaine Clinton Health access initiative (CHAI) et l'UNITAID. Cette usine a une capacité de production journalière de 50 litres. Elle pourra desservir tous les établissements des soins tant publics que privés de Kimpese et ses environs.

Uvira : démarrage des travaux du pont métallique Kalima-Benge. L'objectif, est de parer urgemment au plus pressé pour rétablir le trafic coupé depuis cinq jours entre le port public de Kalundu, le deuxième en termes d'importance ouvert à l'extérieur du pays et le reste de la ville d'Uvira. L'équipe de l'Office des routes compte terminer ces travaux dans une semaine. A la fin des travaux, une pancarte sera placée pour déterminer le tonnage limite ne dépassant pas 200 tonnes, a fait savoir cet ingénieur.

Sud-Kivu : plus de 170 enfants sortis des groupes armés en une semaine à Kalehe. Au total, 172 enfants ont été retirés, la semaine dernière, de groupes armés Raia Mutomboki Kirikou, Butachibera et Bibilo. Parmi eux, figurent 45 filles. La procédure de leur certification est intervenue au cours d'une mission conjointe PDDRC-S et les différentes organisations de protection des droits de l'enfant ainsi que la 33e région militaire. Ces activités bénéficient de l'appui de l'Unicef.

Mbuji-Mayi : augmentation des prix des produits alimentaires. Les prix du maïs, le sucre, le sel, le savon de lessive et de toilette, ont aussi pris de l'ascenseur. Cette hausse a un impact sensible sur le panier de la ménagère. Le directeur provincial de la Fédération des entreprises du Congo, justifie cette hausse par des difficultés pour l'acheminement de ces produits, ainsi que la spéculation avant les festivités de fin de l'année.

La route Kinshasa-Tshikapa menacée de coupure à Kenge. C'est au niveau du point kilométrique 512 dans la zone, de l'ancien cimetière de la ville de Kenge, que la RN1, dans son tronçon compris entre Kinshasa et Kikwit, est menacée de coupure. D'après le maire de Kenge, une grosse tête d'érosion préexistante à cet endroit, s'est sensiblement exacerbée à la suite de fortes pluies qui s'abattent ces derniers temps sur cette partie de la province du Kwango. Du coup, le plus grand bassin de rétention d'eau a cédé, créant ainsi cette situation qui pourrait s'empirer en cas de nouvelles précipitations. Il a par ailleurs déploré la non-exécution des travaux de curage.

Mercredi 29 novembre.

Nord-Kivu : afflux de déplacés à la suite des combats entre groupes armés locaux et M23. Ces personnes fuient les localités de Nyanzale, Kirima, Kitchanga, Kachalira et Kibirizi dans les territoires de Rutshuru et Masisi.

Nombreuses d'entre elles, dont des enfants, parcourent entre 25 et 75 km à pied avant d'atteindre la commune rurale de Kanyabayonga dans le territoire de Lubero. Certaines femmes déplacées ont été violées sur le chemin de leur fuite. Sur place à Kanyabayonga, certains déplacés se retrouvent contraintes de mendier et travailler dans les champs des particuliers. A ce jour, des milliers de ménages des déplacés vivent dans des familles d'accueil dans la commune rurale de Kanyabayonga.

Echauffourées meurtriers à Kindu : le député Rashidi appelle la justice à établir les responsabilités, dans le dossier de la mort par balles, de Dido Kankisingi, cadre du parti politique Ensemble pour la République, à Kindu (Maniema). Ce drame est survenu lors des échauffourées entre un groupe des jeunes et des policiers à l'arrivée du candidat Président Moïse Katumbi au chef-lieu de la province du Maniema. Dido Kankisingi a été fauché par une balle tirée par des policiers qui tentaient de rétablir l'ordre après qu'un groupe de jeunes a semé le trouble en lançant des projectiles sur le cortège de Moïse Katumbi qui venait d'arriver à Kindu pour sa campagne électorale.

Le député Rashidi Bukanga Rubin rappelle que ce n'est pas la première fois dans l'année en cours que des actes d'intolérance politique dans cette ville dégénèrent en violences avec mort d'hommes.

Elections 2023 : le candidat Président Patrice Majondo veut amener les jeunes à redéfinir l'avenir de la RDC. « Je me suis engagé dans la course à la présidentielle, parce qu'après avoir passé dix ans en RDC principalement à Kinshasa, je réalise que nos politiciens ne font pas attention à la richesse la plus importante que ce pays possède qui n'est pas les mines, les eaux potables, ou moins encore les forêts. C'est la jeunesse. Le capital humain est pour nous aujourd'hui la plus grande richesse de notre pays. Le jeune est le futur de notre pays et personne n'en parle. Avec cette candidature, j'ai décidé de prendre le leadership de cette jeunesse ». Il a conseillé aux jeunes congolais de croire en eux et en l'avenir de leur pays. **Ituri : l'accalmie au Sud d'Irumu permet la libre circulation des candidats à la députation.** Selon eux, l'amélioration de la situation sécuritaire est due au déploiement des militaires de la force conjointe Fardc-UPDF sur la RN4, contre les groupes armés. **Bunia : Félix Tshisekedi demande un second mandat pour consolider la paix dans l'Est.** Dans son discours d'environ 15 minutes, Félix Tshisekedi a parlé de la paix relative qui s'observe en Ituri grâce aux efforts des Fardc dont l'effectif a été renforcé pour traquer les groupes armés. Il ajoute que plusieurs actions de développement ont été entreprises dont la réhabilitation des routes nationales, la modernisation de la voirie de Bunia, la construction des infrastructures sanitaires et scolaires à travers le projet de 145 territoires. Il veut poursuivre la finalisation d'autres projets en cours en Ituri. Il a promis de réduire le chômage des jeunes et améliorer la desserte en eau et en électricité dans cette province. Il a enfin lancé un appel aux jeunes de s'enrôler massivement dans l'armée « pour combattre les ennemis de la paix en RDC ». **L'Union européenne annule sa mission d'observation électorale, en RDC.** La mission de l'UE avait prévu de déployer des observateurs à long terme dans la plupart des provinces de la RDC. L'UE encourage les autorités de la RDC et toutes les parties prenantes à poursuivre leurs efforts pour faire en sorte que « le peuple congolais puisse exercer pleinement ses droits politiques et civils légitimes » lors des prochaines élections. « L'UE étudie d'autres options avec les autorités congolaises, y compris la possibilité de maintenir une mission d'experts électoraux afin d'observer le processus électoral depuis la capitale », ajoute le communiqué. **Mbuji-Mayi : le siège du MLC saccagé, le 28 novembre.** Le secrétaire exécutif provincial du parti politique Mouvement de libération du Congo, à Mbuji-Mayi, soupçonne Tobie Kayumbi, candidat aux élections d'être commanditaire de ces actes de « provocation ». Les acteurs de cette destruction ont emporté des imprimantes, des chaises, les insignes du parti, les banderoles de différents candidats. « Nous avons deux messages à passer. Le premier, c'est appeler au calme tous les militants du MLC. Le deuxième message, nous n'allons pas rester indifférents si Tobie Kayumbi ne répare pas le siège du MLC saccagé ». **Elections 2023: l'évêque de Bunia appelle à voter pour des candidats qui vont sortir l'Ituri de la misère.** « La population de l'Ituri doit être vigilante pour voter des candidats députés ou président de la République qui méritent et non ceux qui vendent des promesses fallacieuses. Quand les candidats se présentent, nous devons leur demander vraiment quel est leur objectif ? Pour moi, la propagande serait de les voir déjà travailler pour en finir avec les tueries, la destruction des infrastructures, le déplacement de tous ces gens qui vivent sur des sites de déplacés », a martelé Mgr Dieudonné Uringi. Il a appelé notamment les jeunes à la sagesse et à la vigilance : « Le futur de ce pays repose sur vos responsabilités. Si vous faites des élections qui ne sont pas dignes alors nous allons continuer dans la misère, dans les tueries et les massacres. Mais si vous votez pour des personnes dignes ; alors nous sommes sauvés. Il faut bien regarder pour qui voter et pour qui ne pas voter ».

Kinshasa : plaidoyer pour la mise en œuvre de la loi portant protection des peuples autochtones. Le BCNUDH, le Réseau des peuples autochtones et des communautés locales pour les écosystèmes forestiers (REPALEF), Internews et le ministère des Droits, ont décelé les avancées et freins de cette loi afin de permettre aux peuples autochtones de jouir pleinement des droits leur reconnus par cette loi promulguée l'année dernière par le président de la République. Le BCNUDH a encouragé les participants à ressortir des stratégies idoines en faveur de l'intégration des communautés autochtones en cette période électorale. « ...Nous avons lancé le processus de vulgarisation de cette loi, je pense que chacun de nous aura la conscience de considérer qu'un autochtone est son frère et que sur base des textes internationaux, nous puissions tous ensemble nous impliquer pour que la question des droits des peuples autochtones soit respectée en RDC » a indiqué l'un des cadres du REPALEF.

Bandundu : 12 journalistes outillés sur la recherche de la paix dans une zone de conflit. Avec l'appui financier de l'Unesco, cette formation de quatre jours s'est déroulée au centre Ntombwa dans la ville de Bandundu (Kwilu), sous le thème « Favoriser la participation des populations aux efforts de la paix et de réconciliation dans la province du Mai-Ndombe et ses environs ». L'objectif est de ramener la paix et la réconciliation dans le Grand-Bandundu particulièrement dans le territoire de Kwamouth ou s'est déclaré depuis plus d'une année, un conflit intercommunautaire Teke-Yaka.

Massacres de Kishishe : une année après, les familles des victimes réclament justice. « Depuis que les M23 ont massacré plus de 200 civils à Kishishe, le 29 novembre 2022, les familles des victimes se demandent si le gouvernement et les organisations de défense des droits humains continuent vraiment avec les enquêtes ». Le fonctionnaire délégué adjoint du gouverneur à Bambo a demandé au gouvernement d'informer les familles des victimes, « même si ces populations ont fui le milieu vers Mutanda et Kanyabayonga, elles ont droit de savoir la suite des enquêtes et la réparation possible qui est prévue ».

Nord-Kivu : des centaines de ménages déplacés vivent dans des abris de fortune au camp de Shabindu-Kashaka, depuis un mois. Il s'agit de nouveaux déplacés qui fuient les combats entre groupes armés locaux et rebelles du M23. En effet, ici, beaucoup d'abris, sont détruits par des intempéries. Médecins sans frontières/France a remis, le 28 novembre, des kits-bâches à plus de 1700 ménages et demande à d'autres acteurs d'intervenir dans un bref délai afin de soulager ces nouveaux déplacés. En effet, en plus du manque d'abris, ces nouveaux déplacés ont aussi besoin de l'aide alimentaire. **Au moins 100 déplacés reçoivent quotidiennement au poste de santé de MSF au site de Shabindu-Kashaka.** Médecins sans frontières (MSF) apporte une assistance médicale à près de 45 000 déplacés dans le site de Shabindu-Kashaka. Ce site spontané, situé au quartier Mugunga à l'Ouest de Goma, accueille depuis plusieurs mois, les déplacés qui viennent pour la plupart du territoire de Masisi. Mais avec l'afflux de nouveaux déplacés dans ce site depuis 2 mois, cette organisation craint d'être débordée par les besoins sanitaires des déplacés. « Nous avons une moyenne de 100 patients par jour ; par semaine, on se retrouve avec 600 à 700 consultations avec plus de 40% constitué d'enfants de moins de 5 ans". Parmi les pathologies les plus courantes, il y a la malnutrition. A cause des conditions difficiles, de nombreux déplacés souffrent des maladies cutanées, des maladies respiratoires et la malnutrition. Sans l'amélioration de leurs conditions de vie, mêmes ceux qui sont soignés finissent pas retomber malades, déplore, Médecins sans frontières, qui plaide pour une grande mobilisation en faveur de ces déplacés.

Etat de siège : « Cette prorogation permettra à nos forces de défense de faire face au M23 et à la Codeco » (Rose Mutombo). Devant la représentation nationale, la ministre de la Justice, a expliqué que cette nouvelle prorogation entend amener les Fardc à faire face au M23 dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyirangongo. La prorogation de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu est adoptée conformément à l'article 144, alinéa 5 de la Constitution. En aout dernier, quelques délégations venues des provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu n'avaient juré que par la levée de cet état de siège. Ces délégations réagissaient ainsi à la clôture de la Table ronde, tenue à Kinshasa, sur l'évaluation de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri.

Masisi : des combats signalés entre miliciens et M23 sur l'axe Kilolirwe-Lushebere. Des tirs sont entendus depuis 8 h dans les villages Nyamitaba, Kisovu, Lukala. Des sources redoutent une tentative des rebelles du M23 de progresser vers le chef-lieu du territoire de Masisi.

Kinshasa : lancement du Forum régional sur le VIH et les droits humains. A l'initiative du PNUD, ces assises ont voulu amener la communauté à combattre la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH (PVV) et autres. Ce forum a mis l'accent notamment sur un partage d'expériences entre des pays francophones en vue d'assurer la protection des droits de ces personnes. Ces assises ont bénéficié de l'appui technique de l'ONU-sida.

Beni : le PAM reprend la distribution de l'assistance humanitaire, aux déplacés de la commune rurale de Oicha. Cette agence des Nations Unies avait suspendu ses activités il y a un peu plus d'un mois, à la suite de l'attaque de ses installations par la population en colère, après l'incursion des rebelles des ADF qui avait fait 27 morts, la nuit du 23 au 24 octobre dernier. Des manifestants en colère, avaient incendié des véhicules contenant de l'aide humanitaire. Ces véhicules de PAM transportait les vivres pour les déplacés vivant à Oicha. La société civile locale salue cette reprise de distribution qui vient soulager les bénéficiaires.

Beni : plusieurs localités inaccessibles à Baswagha-Madiwe, à la suite de l'effondrement d'un pont. Le pont qui les reliait a été emporté par les eaux de pluie. La population qui veut se rendre dans ses champs met sa vie en danger en voulant traverser la rivière à pied. Le président de la société civile du groupement Baswagha-Madiwe,

demande aux autorités de jeter un pont durable sur cette rivière car les ponts de fortune conçus par la population sont de courte durée et pas très fiables. Il plaide donc auprès des autorités compétentes pour que ce pont soit reconstruit, pour aider notamment la population de Mambombo.

Jeudi 30 novembre.

Présidentielle 2023 : amélioration de la gouvernance et des conditions de vie des Congolais au cœur de la campagne des candidats. Entre réhabilitation des infrastructures, stabilisation du taux de change, amélioration du pouvoir d'achat, consolidation ou instauration de l'Etat de droit, création d'emplois, les prétendants au fauteuil présidentiel prennent, devant les différents Congolais à ces rencontres, les résolutions de faire progresser la RDC et son peuple. **Fayulu** : dans son meeting à Bunia, a déploré la persistance de l'insécurité malgré le régime spécial de l'état de siège, le délabrement des routes, le détournement des deniers publics notamment dans le projet de 100 jours et le dossier de Registre des appels mobiles (RAM). Face à cette situation il a présenté son programme axé sur quatre piliers. Tout d'abord la pacification de la RDC et de l'Ituri en particulier en formant une armée forte, mieux équipée et très bien prise en charge. Il prévoit l'instauration d'un état de droit en RDC, la cohésion nationale en luttant contre « le tribalisme qui caractérise le pouvoir en place et la gouvernance intègre en mettant fin à la corruption et au détournement des deniers publics ». Fayulu a défini aussi les priorités de son programme dont la sécurité, l'électricité, l'eau, la santé, les infrastructures et la création d'emplois. Dans son adresse à la population de Kalemie, **Moïse Katumbi** a promis la réhabilitations de plusieurs infrastructures routières, de la centrale hydro électrique de Bendera qui alimente Kalemie en énergie électrique, dont deux groupes sont à l'arrêt depuis plusieurs années. Il a aussi promis de l'emploi aux jeunes de la province du Tanganyika et assuré qu'il mettra fin à la tracasserie au port de Kalemie. Il a en outre promis d'instaurer la bourse en faveur des étudiants. « Je vais asphalté la route de Kalemie jusqu'à Kongolo et puis jusqu'à Uvira et au Sud-Kivu. Je vais réhabiliter la route vers Lubumbashi. Le candidat **Félix Tshisekedi** a promis le 29 novembre à Kisangani (Tshopo) de suivre le dossier de la vente de Lubunga (une commune située à la rive gauche du fleuve Congo). Les vendeurs de terres (de cette entité) seront arrêtés. Certains ont évoqué la question de la dégradation de la RN4, la hausse des prix des produits alimentaires, du carburant, la dépréciation du FC face au \$. Les personnes à qui le candidat président a accordé la parole ont aussi évoqué le manque de bourses d'études et de matériel pour la pratique des étudiants ainsi que la non inscription sur les listes de paie de certains fonctionnaires de l'Etat. Pour **Delly Sesanga** à Mbanza Ngungu (Kongo-Central), la refondation du Congo est au cœur de son programme, notamment en ce qui concerne l'agriculture, l'énergie électrique et l'emploi des jeunes. **Noel Tshiani** promet de créer quatre banques commerciales et d'investissement à capitaux mixtes, d'une banque de développement pour catalyser les financements des projets privés et public et financer le développement. Il a promis la restructuration profonde de la Banque Centrale du Congo, la création de six districts financiers et la réforme monétaire pour redonner confiance dans la monnaie nationale et mettre fin à la dollarisation. **Denis Mukwege** prône une révolution démocratique. Dr Denis Mukwege a constitué sa vision autour d'objectifs de développement durable (ODD) : 1. Pas de pauvreté, 90% de la population congolaise vit encore sous le seuil de pauvreté. 2. Faim zéro. La faim dans la plupart des familles congolaises apparaît comme indicateur majeur de la pauvreté. 3. Bonne Santé et Bien-être. Cette prise en charge holistique comprend 4 piliers associant le traitement médical, le soutien psychosocial, des services de réintégration socioéconomique et un accès au système judiciaire. 4. Education de qualité. 5. Egalité entre les Sexes.

Ce qu'il faut est la correction des inégalités stratégique de pouvoir entre les hommes et les femmes et la lutte contre les lois et pratiques discriminatoires. 6. Eau propre et Assainissement. 7. Energie Propre et d'un coût abordable. 8. Travail décent et Croissance Economique Mettre à la disposition des tous les congolais les conditions nécessaires pour exercer un travail productif et convenablement rémunéré capable d'apporter la stabilité familiale. 9. Industries, innovation et Infrastructures. 10. Inégalités Réduites. Les inégalités en RDC créent des tensions. Créer une classe moyenne et une redistribution équitable des dividendes du pays. 11. Paix, Justice et Institution Efficaces. 12. Partenariats pour la Réalisation des objectifs Le mot « contrat social » revient plusieurs fois dans les discours du Dr Denis Mukwege, il considère les dirigeants et dirigés comme des partenaires. Dans ses discours, il démontre combien il est important que les gouvernants et les gouvernés joignent leurs efforts en vue de la réalisation d'un objectif commun. Ceci implique un accord sur les objectifs fixés et les moyens utilisés pour les atteindre. **A Kindu: après la mort de son coordonnateur, la jeunesse d'Ensemble réclame justice.** Les jeunes d'Ensemble pour la République au Maniema, l'ont fait savoir dans une déclaration faite à Kindu : « Au regard de cet assassinat, condamnons sans ambages cet acte de barbarie orchestré par des militants identifiés par les T-shirts de l'un des candidats du parti au pouvoir, qui ont sauvagement attaqué et brutalisé la délégation de notre candidat par des jeux des pierres, des armes blanches et des tirs à balles réelles des policiers en provenance de la résidence du gouverneur en vue de l'empêcher à atteindre le lieu du meeting pourtant le droit de manifestation est garanti par les instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux ». L'un d'eux, a affirmé qu'ils ont pris à témoin la communauté internationale et toutes les organisations des droits de l'homme de ces actes de régression de la consolidation démocratique en

RDC durant cette période de la campagne électorale. **Au Haut-Katanga : les autorités appellent les candidats et leurs partisans au respect du code de bonne conduite.** Le ministre provincial de l'Intérieur du Haut-Katanga, a, à cet effet, invité les uns et les autres à plus de responsabilité et au respect de la loi pour que la campagne électorale en cours se passe dans l'ordre et la discipline. Il a ensuite averti les récalcitrants qu'ils s'exposeraient aux sanctions sévères. **Toujours pas d'engouement à Kinshasa.** Pour de nombreux Kinois, la réelle ambiance de la campagne électorale n'est pas encore au rendez-vous. Le seul signe d'effervescence est le nombre impressionnant des affiches et autres panneaux aux effigies des candidats. De temps en temps, les partisans des candidats passent soit à pied avec un mégaphone, soit en petite caravane de 2 ou 3 véhicules ou en moto, appelant à voter pour tel ou tel autre candidat. Certains candidats, sous anonymat, disent être en retard puisque l'argent attendu de leurs regroupements politiques traîne à arriver. D'autres candidats, plus stratèges, disent attendre la semaine prochaine pour se lancer dans la course. D'autres candidats encore battent aussi campagne via internet et surtout dans les réseaux sociaux.

Lubero : au moins 150 ex-miliciens signent un acte de désengagement des groupes armés. Ils sont issus en majorité des groupes armés Front des patriotes pour la paix, Armée du peuple (FPP/AP) et Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC). Le chargé des opérations, désarmement et démobilisation du PDDRC-S à Lubero, est revenu sur les contenus de cet acte de désengagement : « Ils se sont engagés de remettre toutes les armes et munitions en leur possession et à coopérer dans la mesure du possible avec le PDDRC-S pour collecter des armes et munitions des milices non autorisées. Ils se sont aussi engagés de renoncer à des activités des groupes armés. Enfin, Ils ont pris l'engagement de respecter les lois du pays ».

Kwilu : hausse des prix des produits agricoles à Gungu. La société civile a attribué cette situation au délabrement de l'axe routier Batshamba-Kakobola. Aucun véhicule ou moto n'y accède ces derniers temps, sur cette route pour alimenter la cité de Gungu en ces produits. La société civile a ainsi sollicité l'intervention des autorités pour la réhabilitation urgente de cet axe routier.

Beni : les travaux de construction de la morgue de Mangina à l'arrêt depuis plus de 6 mois, faute des moyens.

Ces travaux sont arrêtés au niveau du linteau. Estimé à plus de 300 000 USD, ce projet vise construire une maison de six chambres froides. Les initiateurs de ce projet appellent les personnes de bonne volonté pour son achèvement.

Inondations de Kalehe : les sinistrés sollicitent des maisons d'habitation auprès de l'Etat. Leur requête est contenue dans le plan de relèvement post-catastrophe de Kalehe, adopté lors d'un atelier de validation, tenu à Bukavu, chef-lieu de cette province. « Construire des passerelles sur les rivières pour faciliter les traversées en attendant les constructions des ponts et acheter des parcelles et y construire des maisons pour les sinistrés », a souligné le représentant des sinistres de Bushushu et Nyamukubi. L'autorité provinciale tend la main au gouvernement central pour soulager tant soit peu les populations sinistrées du territoire de Kalehe. Le PNUD qui a appuyé la tenue de ce forum inclusif ne compte pas lâcher prise en mi-parcours.

Kinshasa : début d'un séminaire pour garantir l'éthique et l'intégrité dans la gestion des marchés publics. « Ce nouveau dispositif légal impose aux acteurs de la commande publique, un bon sens d'éthique et d'intégrité, dans la gestion de dossiers des marchés dans le but d'éviter les mauvaises pratiques, dans le domaine de la commande publique, notamment la fraude, la corruption et les délits d'initiés. Bref de se rendre coupable d'un acte d'improbité, dans la passation ou l'exécution des marchés publics et des contrats des partenariats publics privés ». Ce forum de quatre jours se propose également d'ouvrir les horizons avec les interventions des experts formateurs, venus du Canada et du Burkina-Faso.

Beni : des cas de vols récurrents de produits champêtres à Ruwenzori et Mulekera en plus de 3 mois. Le manioc, l'arachide, le maïs, le haricot, la banane et le cacao, sont régulièrement volés dans cette partie de la ville de Beni. Le chef du quartier Nzuma invite ses administrés à la prise de conscience et au respect des biens d'autrui. Il est d'avis qu'il faut en outre éveiller la conscience de la population de ces deux municipalités.

Kananga : l'ACDHO alerte sur la détention prolongée du professeur des universités, Buabua. Dans un document adressé aux autorités dont le vice-Premier ministre de l'Intérieur, l'Association congolaise des droits de l'homme indique que, depuis le 3 novembre, cet enseignant n'est plus rentré à la maison, après avoir été pris sur invitation des services de renseignements. L'ACDHO souhaite que le dossier du professeur Buabua soit transféré devant les instances judiciaires.

Nord-Kivu : le gouvernement provincial apporte 7 tonnes d'aide aux déplacés à Sake. Cette aide est constituée de riz, d'haricots, de farine de maïs, d'huile végétale et de sel de cuisine. Dépourvus de tout, ces 10 000 ménages sont installés dans quatre sites spontanés : Kizimba, Zaina, Kyabiringa et Mahyutsa. Ces personnes ont fui les combats entre les Fardc et les rebelles du M23 autour de Kilolirwe notamment aux villages : Kingi, Katembo, Tonane, Karenga, Kisingati et autres. Plusieurs autres besoins primaires, surtout en eau potable, latrines et autres restent encore à couvrir dans ces sites spontanés des déplacés.

Masisi : les mouvements des populations intensifiés à la suite des combats entre Fardc et M23. Les habitants des villages environnant Muhanga et Kibatsiro prennent la direction notamment de Mukoto monastère, Kahira et Kirumbu et ceux de la zone de Nyamitaba, se dirigent vers Muheto, et d'autres vont jusqu'à Sake. Les derniers de ces combats remontent à ce jeudi matin entre le M23, appuyé par Kigali, et les Fardc sur l'axe Kitshanga-Muhanga, groupement Bashali Mokoto, territoire de Masisi. Les rebelles du M23/RDF auraient ciblé le centre de Muhanga et celui de Kirumbu plus loin. Des sources locales accusent les rebelles de multiplier des attaques simultanées contre l'armée congolaise et les groupes armés locaux.

Kasaï-Central : le PNMLS mobilise pour la lutte contre le VIH/Sida. Le coordonnateur provincial du Programme national multisectoriel de lutte contre le Sida (PNMLS) au Kasaï-Central, a lancé cette mobilisation en marge de la journée mondiale de lutte contre cette pandémie, célébrée le 1er décembre de chaque année. Il a fait remarquer que les activités de lutte contre le VIH/Sida sont menées avec seulement une couverture de la moitié des zones de santé du Kasaï-Central dont 13 % sur le 26% qui ont intégré l'activité. Le Kasaï-Central demeure l'une des provinces du pays où le taux de prévalence de la maladie inquiète. « Au Kasaï-Central, le rapport du PNLS indique que nous sommes à 2 % du taux de prévalence au niveau de la province ».

Saison des sauterelles à Beni, une opportunité alimentaire et commerciale. A la fin de chaque mois de novembre et au début de décembre, apparaissent périodiquement à Beni, des sauterelles. Ces insectes, qui sont capturés souvent la nuit à l'aide de certains pièges, offrent une opportunité commerciale pour les uns et un aliment pour les autres. Les sauterelles sont riches en protéines pour les enfants, les femmes et les hommes, indique un nutritionniste à l'hôpital général de référence de Beni.

Arrivée de nouvelles vagues des déplacés à Sake. Environ six mille ménages ont abandonné leurs villages fuyant l'intensification des combats autour de Kilolirwe depuis deux semaines maintenant. Dans la cité de Sake, ils sont disséminés dans quatre sites spontanés : Kizimba, Zaina, Kyabiringa et Mahyutsa notamment. Pour atténuer leur souffrance, le gouvernement provincial leur a distribué quelques kilos des vivres, constitués de riz, haricots, farine de maïs, l'huile végétale et de sel de cuisine, ainsi que des produits non-alimentaires. Plusieurs autres besoins primaires, surtout en eau potable, latrines et autres restent encore à couvrir. Raison pour laquelle la société civile locale a demandé aux humanitaires en leur faveur.

Ituri : 8 rebelles ADF écopent de lourdes peines à Tchomia. Cinq dossiers ont été traités par la cour militaire de l'Ituri au cours des audiences tenues à Tchomia à 60 km de Bunia, au bord du lac Albert. Parmi les prévenus, il y avait un rebelle ADF, qui a été condamné à vingt ans de prison pour crime de guerre par pillage et participation au mouvement insurrectionnel. Il a fait appel de sa condamnation. Cette juridiction a confirmé la sentence qui avait été prononcée par le tribunal militaire au premier degré, allant de dix ans à la perpétuité, pour les sept autres rebelles ADF. Ces derniers n'ont pas interjeté appel. Trois militaires des Fardc ont écopé d'une peine de vingt ans de prison pour crimes de guerre par meurtre, pillage, viol et destruction. Selon la justice, 254 victimes ont été identifiées dans ce dossier. 1, 979 millions de dollars américains de dommages et intérêts leur ont été versés. Un autre militaire a également été condamné à la peine de perpétuité pour le meurtre de treize civils dans une localité lacustre.

